



# STRATÉGIES ET PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN RÉPUBLIQUE DU CONGO



Janvier 2025

Réalisé par le Think Tank CAPI  
-Central Africa Prosperity Initiative-

## Table des matières

<b>1</b>	<b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>ANTE-SCRIPTUM : 7 PILIERS PRIORITAIRES.....</b>	<b>5</b>
2.1	LES CONDITIONS DE LA TRANSFORMATION.....	5
2.2	LES VECTEURS DU DÉVELOPPEMENT.....	6
2.3	LES PILIERS D'UNE PROSPÉRITÉ DURABLE.....	7
<b>3</b>	<b>BRÈVE HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU CONGO.....</b>	<b>9</b>
<b>4</b>	<b>PROSPÉRITÉ, PROGRÈS ET POSSIBILITÉS AU CONGO : APPRENDRE DES AUTRES PAYS.....</b>	<b>11</b>
2.1	LE CAS DE LA CORÉE DU SUD.....	11
2.2	LE CAS DE LA FINLANDE.....	13
2.3	LE CAS DE SINGAPOUR.....	15
<b>5.</b>	<b>LES ATOUTS DU CONGO.....</b>	<b>18</b>
5.1	PÉTROLE ET GAZ.....	18
5.2	RESSOURCES MINIÈRES.....	20
5.3	TERRES FERTILES ET PRODUCTION AGRICOLE.....	21
5.4	GÉOGRAPHIE.....	23
5.5	TAILLE ET SÉCURITÉ.....	24
<b>6</b>	<b>LES OPPORTUNITÉS DU CONGO.....</b>	<b>26</b>
6.1	VALORISER LA TERRE : FORÊT, ÉCONOMIE VERTE, ÉLEVAGE D'INSECTES ET AQUACULTURE.....	26
6.2	DÉVELOPPER LE TOURISME.....	31
6.3	STIMULER L'INDUSTRIALISATION : PÔLE INDUSTRIEL D'AFRIQUE CENTRALE, HYDROÉLECTRICITÉ, IRRIGATION, EAU ET LOGISTIQUE.....	35
6.4	CRÉER UNE ÉCONOMIE NUMÉRIQUE ET FAIRE DE BRAZZAVILLE UNE CAPITALE RÉGIONALE POUR L'ÉCONOMIE DES SERVICES 43	
<b>7</b>	<b>DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'ÉTAT CONGOLAIS.....</b>	<b>53</b>
<b>8</b>	<b>RECOMMANDATIONS POUR BÂTIR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE AU CONGO.....</b>	<b>56</b>
<b>9</b>	<b>CONCLUSION.....</b>	<b>61</b>
<b>10</b>	<b>CAPI - LE THINK TANK EN BREF.....</b>	<b>62</b>
10.1	OBJECTIFS DU CAPI.....	62
10.2	PRÉSENTATION DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE STRATÉGIQUE DU CAPI.....	64
<b>11</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>70</b>
11.1	TABLEAUX.....	70
11.2	RÉFÉRENCES.....	70



# 1 RÉSUMÉ EXÉCUTIF

---

La République du Congo dispose de toutes les conditions pour connaître une croissance économique significative, et une prospérité partagée, en tirant parti de ses nombreux atouts, notamment ses riches ressources naturelles et sa position stratégique en Afrique centrale. L'initiative ici proposée intitulée : Visiter, Apprendre, Implémenter et Croître vise à exploiter ces atouts en favorisant l'apprentissage à partir des expériences internationales de succès, pour bâtir des industries robustes conçues pour créer des emplois, diversifier l'économie et assurer la sécurité alimentaire.

La position stratégique du Congo et ses ressources peuvent lui permettre de se consolider comme un hub central de transformation et de services/logistique. En outre, améliorer l'infrastructure logistique et réduire les coûts peut positionner le Congo comme une puissance logistique, créant jusqu'à 100 000 emplois.

Se concentrer sur la production alimentaire permettrait de son côté, de réduire la dépendance aux importations et desservir les marchés régionaux, y compris la zone urbaine de Kinshasa, qui abrite plus de 16 millions de personnes. Le vaste potentiel hydroélectrique du Congo présente de son côté une opportunité immense de réduire la pauvreté énergétique et de stimuler la croissance industrielle, et la productivité agricole. Des investissements stratégiques dans ces secteurs peuvent conduire à un développement durable et à une prospérité à long terme.

En adoptant une stratégie sélective d'attraction des investissements étrangers et en investissant dans le capital humain, le Congo pourrait augmenter sa production manufacturière, ajoutant potentiellement 15 milliards de dollars à son PIB.

En investissant stratégiquement dans des secteurs clés susceptibles de débloquer une croissance soutenue, le pays peut créer des centaines de milliers d'emplois et rentrer dans une phase de prospérité économique durable.

## **TABLEAU 1**

### Profils démographiques sélectionnés en République du Congo

<b>Le Congo en bref</b>	
Population (2024)	6.3 millions
Croissance démographique (2024)	2.34%
Produit intérieur brut (PIB) (2024)	15.5 milliards USD
PIB par habitant (2024)	2,460 USD
Croissance réelle du PIB par habitant	1.59%
Taux de croissance du PIB réel (2024)	4.43%
Dépenses publiques par habitant (2022)	534 USD
Taux d'inflation	3.6%
Salaire minimum	196 USD
% de personnes en situation d'extrême pauvreté	52%
Population urbaine	69%
Crédit intérieur au secteur privé (% du PIB)	13.9%
Pilier économique	Le pétrole
Taux de chômage (2023)	19.9%
Investissement direct étranger en % du PIB (2022)	3.4%
Superficie forestière en % de la superficie terrestre	64.2%
Accès à l'électricité (% de la population)	49.7

**Sources :** Banque mondiale | Fonds monétaire international | Wage Indicator | BTI Transformation Index

# 2 ANTE-SCRIPTUM : 7 PILIERS PRIORITAIRES

---

## 2.1 Les conditions de la transformation

### 1. Mettre les finances publiques au service du développement

- Réduire les dépenses publiques qui ne contribuent pas à la croissance économique ou à l'amélioration du bien-être social.
- Restructurer la dette publique congolaise.
- Élargir la base fiscale et augmenter les recettes de l'État par l'optimisation des taxes et impôts existants et l'exploration de nouvelles sources de revenus.
- Développer une vision stratégique pour l'utilisation des revenus pétroliers en vue de diversifier l'économie congolaise.

### 2. Définir un cadre pour les investissements étrangers, régionaux et nationaux

- Mettre en place un Conseil de haut niveau pour l'investissement, (ex., Conseil Présidentiel des Investisseurs), sur le modèle de Singapour, capable d'identifier, de soutenir, et de coordonner les investissements stratégiques pour permettre la diversification et la complexification de l'économie congolaise.
- Moderniser la charte des investissements pour offrir des incitations fiscales équitables et des garanties juridiques aux investisseurs étrangers, tout en favorisant les partenariats avec les entreprises locales et les transferts de technologie.
- Élaborer une stratégie pour attirer les entreprises manufacturières cherchant à relocaliser leurs activités en Afrique et les entreprises de services financiers, telles que les banques, les compagnies d'assurance, et les fintechs.
- Identifier les principales entraves à l'investissement et développer une méthodologie de résolution, permettant également d'évaluer l'impact des investissements (notamment étrangers) sur le développement du Congo.

## 2.2 Les vecteurs du développement

### 3. Renforcer les stratégies sectorielles existantes

- Élaborer une stratégie globale pour l'industrialisation et l'innovation autour du bois congolais centré, notamment, sur la recherche de marchés de niche divers et la coopération avec des entreprises étrangères innovantes.
- Promouvoir le développement contrôlé des activités d'extraction et de transformation des ressources minières congolaises.
- Diversifier le secteur pétrolier (ex., développer l'industrie pétrochimique, les PME des secteurs pétrolier et pétrochimique).
- Tirer parti de la façade maritime et des rivières du Congo pour accroître la production et généraliser la consommation de poisson, favoriser la construction d'usine de conservation du poisson, de fabrication de farine et d'huile de poisson.
- Développer une stratégie de développement de corridors multimodaux (voie maritime, chemin de fer et voies fluviales) et offrir des services diversifiés et compétitifs.

### 4. Valoriser les actifs inexploités du Congo

- Définir des réformes et investissements stratégiques pour développer l'éco-tourisme, en misant sur la biodiversité unique du Congo.
- Mettre en place un programme de valorisation de la gastronomie congolaise pour promouvoir les produits locaux et les savoir-faire culinaires, et encourager l'innovation culinaire en intégrant les produits locaux dans la cuisine moderne.
- Élaborer une stratégie intégrale pour exploiter les ressources forestières non ligneuses, telles que les plantes médicinales, les fruits, et les produits de la biodiversité.
- Promouvoir le développement de la production d'insectes comestibles comme alternative durable aux protéines et comme source potentielle d'exportation vers les marchés riches.
- Explorer les opportunités pour le Congo de s'intégrer à des chaînes de valeurs de l'économie verte (minerais critiques, énergies renouvelables, hydrogène vert).

## 2.3 Les piliers d'une prospérité durable

### 5. Vers une stratégie numérique intégrale

- Automatiser le Paiement des Impôts et Taxes en mettant en place des systèmes de paiement en ligne sécurisés pour les impôts et les taxes, réduisant ainsi les risques de corruption liés aux paiements en espèces.
- Digitaliser l'ensemble des démarches administratives, comme l'enregistrement des naissances, les demandes de documents d'identité, la gestion de l'état civil, etc ; et déployer des infrastructures numériques accessibles permettant à tous les citoyens, y compris ceux dans les zones reculées.
- Mettre en place des systèmes de protection des données robustes pour assurer la confidentialité et la sécurité des informations des citoyens, renforçant ainsi la confiance dans les services numériques de l'État.
- Soutenir le développement de pôles d'innovation et de centres d'incubation pour les startups, en particulier dans les secteurs des technologies, de l'environnement, et des services.

### 6. Pour un système éducatif au service de la compétitivité

- Mettre en place des programmes de formation en compétences numériques pour préparer la main-d'œuvre congolaise aux emplois liés à l'économie digitale.
- Intégrer les compétences numériques et l'anglais : Introduire l'apprentissage du numérique et de l'anglais dès le primaire, avec des laboratoires informatiques et des contenus interactifs, pour préparer les élèves aux métiers futurs.
- Adapter l'enseignement technique : Aligner les programmes de formation professionnelle sur les besoins du marché, en collaboration avec les entreprises locales, pour développer des compétences pratiques dans des secteurs clés.
- Moderniser les infrastructures et former les enseignants : Investir dans la rénovation des écoles, l'équipement numérique, et la formation continue des enseignants pour améliorer la qualité de l'enseignement.

### 7. Infrastructure modernisée et Brazzaville comme ville globale

- Établir un plan national pour renforcer et moderniser les infrastructures essentielles du Congo telles que les routes, les ports, les lignes ferroviaires, ou le système énergétique.
- Élaborer un plan de développement urbain pour Brazzaville axé sur la maximisation de la qualité de vie des habitants

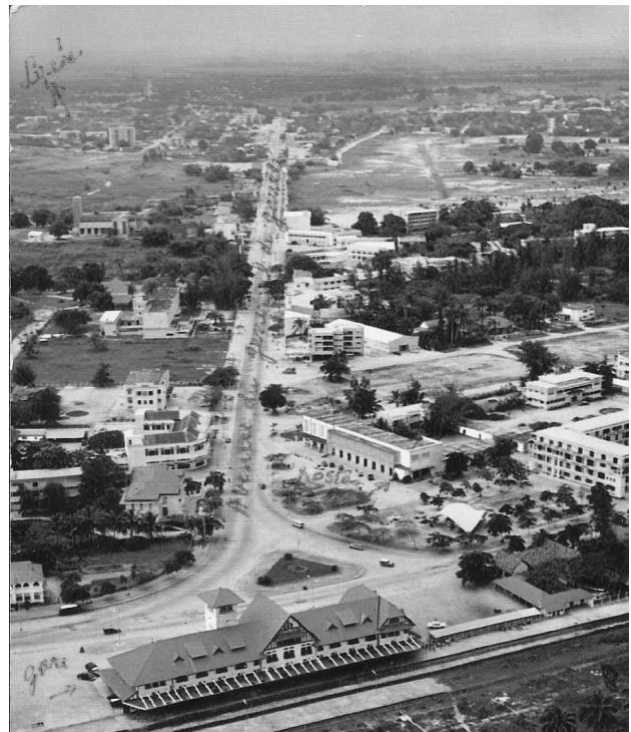
- Initier des plans de **développement d'une conurbation entre Brazzaville et Kinshasa** qui abritera 25 à 30 millions d'habitants d'ici 10 ans (Pont Brazza Kinshasa, logements, bureaux, hôpitaux, centre d'excellence, etc.).



# 3 BRÈVE HISTOIRE ÉCONOMIQUE DU CONGO

---

Lors de son indépendance en 1960, la République du Congo hérita d'une économie fortement dépendante des exportations, et en lutte permanente pour couvrir ses importations. Le bois, les minerais et certains produits agricoles constituaient les principales exportations, mais leurs quantités étaient limitées. Le pays servait de zone de transit stratégique pour les marchandises en Afrique centrale, qui a permis le développement des secteurs des transports et des services connexes et la consolidation d'un système de transport et de logistique multimodal (par exemple, le fleuve Congo, le chemin de fer Congo-Océan et le port en eau profonde de Pointe-Noire).



La centralisation par l'administration coloniale des activités politiques et économiques dans le pays, a quant à elle entraîné une urbanisation rapide et un certain développement industriel et infrastructurel, principalement dans les régions du sud.

Cependant, cette position privilégiée sous la domination coloniale a posé des défis pour le Congo nouvellement indépendant.

Après l'indépendance, le pays a connu une croissance économique grâce à l'exploitation des gisements de manganèse et de potasse. Le bois est resté une exportation clé, et les entreprises d'État ont contribué au développement industriel. Cependant, l'économie reposait fortement sur l'aide étrangère et la dette, conduisant à une période parfois caractérisée de "croissance sans développement".

Dans les années 1970, la découverte de réserves de pétrole offshore a transformé l'économie du Congo. Le pétrole est devenu la principale exportation, alimentant des périodes de boom

économique mais aussi de volatilité. Les revenus pétroliers ont alimenté une urbanisation rapide, marginalisant l'agriculture et entraînant un déclin de la production agricole nationale.

Aujourd'hui, le Congo fait face à des défis économiques persistants, sa dépendance au pétrole, aux importations de produits alimentaires, la faiblesse de son secteur industriel, son incapacité à générer une quantité suffisante d'emplois de qualité, des défis exacerbés par des problèmes mondiaux tels que la transition énergétique et le changement climatique. Bien que cela présente des difficultés, cela offre également une opportunité de repenser le modèle de développement du pays et de s'attaquer aux problèmes structurels historiques.

# 4 PROSPERITÉ, PROGRÈS ET POSSIBILITÉS AU CONGO : APPRENDRE DES AUTRES PAYS

---

Une réponse courante à la suggestion qu'une économie à revenu intermédiaire et non diversifiée comme celle du Congo peut – et doit – chercher à devenir une économie diversifiée, dynamique et riche est que « Cela ne peut pas arriver ici », comme le titre d'un célèbre roman de l'écrivain américain Upton Sinclair. Cependant, de nombreuses histoires de réussite économique ont commencé dans des conditions qui semblaient très peu prometteuses. Considérons ici les cas de la Corée du Sud, de la Finlande et de Singapour.

## 2.1 Le cas de la Corée du Sud



À la fin des années 1950, une célèbre note interne de l'USAID décrivait la Corée du Sud comme un "puits sans fond".

À la fin des années 1950, une célèbre note interne de l'USAID décrivait la Corée du Sud comme un "puits sans fond". En 1961, le revenu par habitant y était de 94 dollars, celui de la République du Congo était de 140 dollars (1,5 fois plus), celui du Ghana était, la même année, de 184 dollars (près de 2 fois plus) et celui du Sénégal était de 315 dollars (près de 3,5 fois plus).

Le pays avait un revenu par habitant inférieur à celui du Congo ou du Ghana jusqu'en 1967 et inférieur à celui du Sénégal jusqu'en 1973. Aujourd'hui (2022), le revenu par habitant de

la Corée du Sud est de 32 422 dollars, tandis que celui du Congo est de 2 649 dollars (8 %), celui du Ghana est de 2 204 dollars (7 %) et celui du Sénégal est de 1 599 dollars (5 %).

Cette ascension fulgurante a été permise par la mise en place d'une politique industrielle ambitieuse mais pragmatique, qui a progressé graduellement (bien que rapidement) en partant des industries les plus 'accessibles'. Ainsi, le pays a commencé par développer les industries les plus intensives en main-d'œuvre à bas salaire, comme l'industrie textile, la production de chaussures, de jouets en peluche et de perruques (fabriquées avec de vrais cheveux humains). En utilisant les revenus en devises étrangères générés par ces nouvelles activités, la Corée du Sud a pu soutenir, par l'achat des machines et des technologies nécessaires à leur développement, des activités plus complexes, comme l'acier, la pétrochimie, les engrais et l'assemblage d'électronique bon marché (par exemple, les radios à transistors).

Une fois ces nouvelles industries établies, elles ont elles-mêmes facilité l'émergence d'industries encore plus avancées comme l'automobile, les semi-conducteurs, les écrans et les téléphones mobiles en utilisant les devises étrangères (encore une fois pour acheter des technologies plus avancées), les compétences et les techniques de gestion générées par les industries nouvellement créées. De nos jours, la Corée du Sud possède les plus grandes usines du monde pour la construction navale, la production de semi-conducteurs et la fabrication d'écrans.

Cette transformation économique 'miraculeuse' n'a été permise que par la mise en place de mesures fortes pour soutenir les industries naissantes, telles que les interdictions d'importation, les tarifs douaniers, les subventions, et les interdictions ou restrictions sur les investissements étrangers, tout comme l'imposition de conditions de performance aux entreprises naissantes comme les quotas d'exportations, le contenu local, les investissements physiques, la formation des travailleurs, et les investissements en R&D. La combinaison spécifique de soutien et de conditions a cependant varié en fonction de l'industrie, du moment, et des différentes phases de développement national et international.

Les sceptiques soutiennent que la Corée a pu utiliser ces politiques uniquement grâce à une bureaucratie exceptionnellement compétente, héritée de son legs culturel « confucéen ». Cependant, les examens de la fonction publique confucéens évaluaient les individus selon une philosophie politique adaptée aux sociétés agricoles, mais inapproprié aux besoins du développement industriel. De plus, le recrutement népotique était très répandu dans les années 1950. En conséquence, jusqu'à la fin des années 1960, la Corée envoyait ses fonctionnaires au Pakistan (qui était le favori de la Banque mondiale à l'époque) et aux

Philippines (qui étaient jusqu'alors plus riches que la Corée) pour se former à l'élaboration des politiques économiques, notamment à la planification du développement.

## 2.2 Le cas de la Finlande



Un autre exemple d'histoire de développement 'improbable' – encore plus pertinent pour le Congo – est celui de la Finlande. Le pays scandinave est en effet presque identique au Congo en termes de population et de superficie (5,6 millions contre 4 millions pour le Congo ; 338 145 km<sup>2</sup> contre 342 000 km<sup>2</sup> pour le Congo). Comme pour le Congo aujourd'hui, par ailleurs, la ressource la plus abondante de la Finlande étaient autrefois le bois.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, la Finlande était le pays le plus pauvre d'Europe – la dernière famine en Europe, qualifiée de « cas à part » européen, a eu lieu en Finlande entre 1866 et 1868, principalement en raison de l'effondrement des récoltes. De plus, pendant plusieurs siècles, le pays était une colonie de la Suède (à partir du XIIe siècle et jusqu'en 1809), puis de la Russie pendant plus d'un siècle (de 1809 à 1918).

Après la Seconde Guerre mondiale, la Finlande a cependant adopté une stratégie de développement économique similaire à celle de la Corée du Sud. Elle était ainsi l'une des économies les plus protectionnistes du monde riche jusqu'aux années 1970 (le taux moyen des droits de douane sur les produits manufacturés en Finlande était de 11 % en 1979, tandis que le taux moyen des droits de douane pour la C.E.E. et le Japon était de 6 %, et celui des États-Unis était de 7 %). De plus, elle classait toutes les entreprises avec plus de 20 % de participation étrangère comme des « entreprises dangereuses », et restreignait en conséquence sévèrement les investissements directs étrangers (entre les années 1970 et le milieu des années 1990, lorsqu'elle a rejoint l'UE, la Finlande avait l'un des plus faibles taux d'IDE – relativement parlant– au monde). Pour promouvoir les industries nationales

favorisées, la Finlande utilisait un programme de passation de marchés publics. Ce programme a été à l'origine de l'une des plus grandes victoires économiques de l'histoire du pays : le développement de l'industrie des téléphones mobiles dominée par Nokia.

Nokia est en effet le symbole de l'ascension économique du pays. Aujourd'hui connue comme un géant de l'électronique, la société a été fondée en 1865 en tant qu'entreprise de transformation du bois. Le groupe Nokia moderne a commencé à se dessiner lorsque Finnish Rubber Works Ltd. (fondé en 1898) a acheté la majorité des actions de Nokia en 1918 et de Finnish Cable Works (fondée en 1912) en 1922. En 1967, les trois entreprises ont fusionné pour former Nokia Corporation. Certains observateurs finlandais résumant la nature de la fusion en disant que le nom de la société fusionnée (Oy Nokia Ab) provenait du traitement du bois, le management de l'usine de câbles, et l'argent de l'industrie du caoutchouc.

L'activité électronique de Nokia a débuté en 1960. Jusqu'en 1967, lorsque la fusion entre Nokia, FRW et FCW a eu lieu, l'électronique ne représentait que 3 % du chiffre d'affaires net du groupe Nokia. Le secteur électronique a perdu de l'argent pendant les 17 premières années, réalisant son premier bénéfice seulement en 1977. Lorsque le premier réseau international de téléphones mobiles, NMT, a été mise en place en Scandinavie en 1981, Nokia a fabriqué les premiers téléphones pour voitures pouvant être utilisés sur ce réseau. Par la suite, l'entreprise a été à l'origine de la production du premier téléphone portable en 1987.

A partir des années 1990, Nokia est devenue le leader de la révolution des télécommunications mobiles. Si l'activité téléphonique mobile de l'entreprise a souffert gravement à partir de la fin des années 2000, en raison de son échec à entrer dans « l'ère des smartphones », et a été vendue à Microsoft en 2014, elle reste cependant le deuxième plus grand fabricant d'équipements de télécommunications au monde, après Huawei.

## 2.3 Le cas de Singapour



Que peut apprendre la République du Congo de Singapour ?

À première vue, les deux pays semblent si différents que la réponse n'est pas immédiatement apparente. Pourtant, il y a à peine sept décennies, le Congo et Singapour partageaient des caractéristiques démographiques similaires. À certains égards, Singapour se trouve dans une situation encore plus délicate.

Dans les années 1960, Singapour faisait face à une multitude de défis économiques, sociaux et politiques. La nation luttait contre une criminalité rampante et une corruption généralisée, alors qu'elle faisait office d'important centre du trafic de drogue illicite entre l'Inde et la Chine. Ces problèmes étaient aggravés par le manque de ressources naturelles de Singapour, le chômage généralisé et la pauvreté omniprésente sa petite taille et la présence écrasante de voisins plus grands et plus riches en ressources.

La situation a atteint un point critique en 1965 lorsque Singapour, qui avait été intégré à la Fédération des États de Malaisie deux ans plus tôt, en est expulsé, plongeant l'île dans une situation de crise, devant avancer sans véritable base industrielle, avec un manque criant d'infrastructures et un malaise social croissant. Ces adversités peignaient alors un tableau sombre pour les perspectives économiques de Singapour<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'histoire de Singapour a été abondamment documentée, avec un fort accent mis sur son leader dynamique, feu Lee Kuan Yew (LKY). Aussi influent que LKY ait été dans la transformation de Singapour, il est également important de considérer la transformation structurelle de Singapour. Cet article vise à offrir des perspectives sur la manière dont le Congo peut également transformer son économie grâce à des investissements stratégiques qui stimuleront la productivité et créeront la prospérité.

Aujourd'hui, Singapour est l'un des pays les plus riches au monde, avec un PIB par habitant de plus de 85 000 dollars pour ses quelque six millions d'habitants qui ont accès au logement, aux soins de santé, à l'éducation et à une infrastructure avancée. Le pays affiche également un taux d'alphabétisation de presque 100 %, un faible chômage et une faible inflation. De plus, avec des secteurs majeurs dans la finance, la biotechnologie, la transformation et le tourisme, plus de 4 000 entreprises multinationales ont choisi Singapour comme siège de leurs opérations en Asie. Comment Singapour a-t-il transformé son économie d'un état de pauvreté avancé en l'une des plus prospères au monde ?

Pour comprendre ce paradoxe, il faut se pencher sur le rôle central joué par l'État singapourien. Les dirigeants du nouveau pays ont ainsi concentré leurs efforts sur l'investissement, l'emploi et l'innovation. Dans son livre *From Third World to First : The Singapore Story-1965 – 2000*, l'ancien Premier ministre singapourien Lee Kuan Yew raconte : « J'étais convaincu que notre peuple ne devait jamais avoir une mentalité de dépendance vis à vis de l'aide étrangère. Si nous voulions réussir, nous devons compter sur nous-mêmes. » Singapour a alors cherché à développer une stratégie sélective d'attraction des investissements étrangers. Pour ce faire, le pays a créé l'Economic Development Board (EDB), avec pour mission de « créer une croissance économique durable, avec des entreprises dynamiques et de bonnes opportunités d'emploi pour Singapour<sup>2</sup>. »

Le gouvernement, en collaboration avec l'EDB, a mis en place des politiques favorables aux entreprises, notamment des impôts limités, une bureaucratie minimale et une protection de la propriété intellectuelle. De plus, Singapour ne s'est pas exclusivement ou principalement concentré sur la fabrication à bas coût comme le font beaucoup de pays aujourd'hui. Au contraire, le pays a diversifié ses activités vers des industries de haute valeur telles que la finance, les produits pharmaceutiques et la technologie. Ces politiques et le développement d'enclaves comme la Jurong Industrial Estate dans les années 1960 ont attiré des multinationales et ont propulsé Singapour vers une ascension industrielle.

---

<sup>2</sup> L'histoire de Singapour a été abondamment documentée, avec un fort accent mis sur son leader dynamique, feu Lee Kuan Yew (LKY). Aussi influent que LKY ait été dans la transformation de Singapour, il est également important de considérer la transformation structurelle de Singapour. Cet article vise à offrir des perspectives sur la manière dont le Congo peut également transformer son économie grâce à des investissements stratégiques qui stimuleront la productivité et créeront la prospérité.





Singapour a également réalisé des investissements importants dans l'éducation et le développement du capital humain. Le pays a établi des lois sur l'éducation obligatoire, investi dans les infrastructures scolaires et la formation des enseignants, et mis un accent fort sur l'éducation technique et professionnelle. Ceci est crucial, car un pays ne peut pas croître s'il

n'apprend pas, et l'apprentissage se fait par l'éducation - à l'école et sur le lieu de travail.

Singapour a également tiré parti de sa position stratégique au carrefour des principales routes maritimes de l'Asie du Sud-Est en investissant massivement dans son infrastructure portuaire. Le port de Singapour est ainsi devenu l'un des plus actifs au monde, servant de centre névralgique du transport maritime mondial.

La transformation de Singapour souligne l'importance du pragmatisme et des politiques économiques stratégiques pour parvenir à un développement durable.

Dans l'ensemble, bien que des exemples, comme ceux de la Corée, de la Finlande et de Singapour, ne devraient pas encourager un optimisme infondé, ils doivent nous rappeler que le pessimisme est le plus grand ennemi du changement. Ils nous disent aussi que le pragmatisme, plutôt que l'adhésion idéologique à une doctrine économique particulière, est essentiel pour le succès économique.

Au Congo, il est possible de faire preuve d'un optimisme fondé sur le pragmatisme, compte tenu de l'abondance des actifs existants du pays.

## 5. LES ATOUTS DU CONGO

---

Le récit construit autour des perspectives de développement des pays africains se concentre souvent sur les défis et les difficultés auxquels ils sont confrontés, occultant trop souvent une attention rigoureuse à leurs forces et atouts inhérents. Il est crucial de changer cette perspective et de reconnaître la richesse des ressources et le potentiel dont disposent ces pays. Le Congo, en particulier, possède de nombreux atouts qui peuvent servir de catalyseurs à sa transformation économique.



Cette section se penchera sur quatre atouts clés du Congo : ses ressources naturelles abondantes, sa géographie stratégique, sa biodiversité riche et son patrimoine culturel, ainsi que sa taille et sa sécurité.

### 5.1 Pétrole et gaz

La République du Congo possède un riche éventail de ressources naturelles, qui offrent de nombreuses possibilités de croissance et de développement.

Bien que les combustibles fossiles comme le pétrole et le gaz aient traditionnellement été des moteurs de l'économie congolaise, l'élan mondial vers la décarbonisation oblige à une réévaluation stratégique de la trajectoire économique du pays. S'il est clair que les ressources fossiles vont continuer à jouer un rôle important dans les prochaines décennies, la perspective de la fin de l'Age fossile impose au Congo la tâche de réfléchir à un autre modèle de développement.

Au premier plan, la redirection des revenus du pétrole et du gaz vers des secteurs alternatifs apparaît comme une stratégie nécessaire pour gérer cette transition de manière efficace. Un tel effort permettrait au Congo non seulement de poser les bases d'une économie plus soutenable (au sens tant écologique qu'économique du terme), mais également de résoudre

plusieurs des problématiques structurelles de l'économie congolaise, tel que la très faible diversification de la base productive, le faible taux d'emploi formel, ou l'absence de capacité industrielle domestique. Toutefois, réaliser ce changement exige une réévaluation complète des modèles de partage des revenus existants, de l'utilisation de ces fonds par le gouvernement congolais, ainsi que le développement d'une vision stratégique et de long terme, à l'image de ce qui a pu être mis en place par d'autres économies fortement dépendantes des revenus pétroliers (par ex. le programme 'Saudi Vision 2030').

Il est également important, parallèlement à l'utilisation des ressources pétrolières pour financer le développement de nouveaux secteurs, de réfléchir à la diversification et la complexification du secteur pétrolier lui-même. Le développement de l'industrie pétrochimique offrent des opportunités vastes et diverses, aux niveaux de complexité technologiques et productives variés, et au fort potentiel de création d'emploi, par le biais, notamment, du tissu de Petites et Moyennes Entreprises (PME) qui leurs sont associés (plus sur le sujet p. 36).

**TABEAU 2**

*Réserves de pétrole et de gaz par habitant au Congo comparées à celles d'autres nations*

<b>Pays</b>	<b>Réserves de gaz par habitant en km<sup>3</sup> (en 10<sup>-5</sup>)</b>
Mexique	0.14
Royaume Uni	0.27
Nigeria	2.76
Congo	5.26
États Unis	5.34
Russie	33.2

**Source :** U.S. EIA (2021)

## 5.2 Ressources minières

Le secteur minier dispose d'un potentiel considérable avec des réserves importantes de fer, de cuivre, de phosphate, de potasse et d'or. Cependant, son exploitation industrielle reste encore marginale et le pays ne tire que très peu de revenus de ces ressources. Ainsi, la loi de finances 2025 ne prévoit que 5,7 milliards de FCFA pour les industries minières et la géologie, un montant dérisoire en comparaison aux budgets alloués aux hydrocarbures et à l'économie forestière (près d'un dixième du budget alloué aux activités pétrolières et un peu plus d'un quart du budget alloué à l'économie forestière).

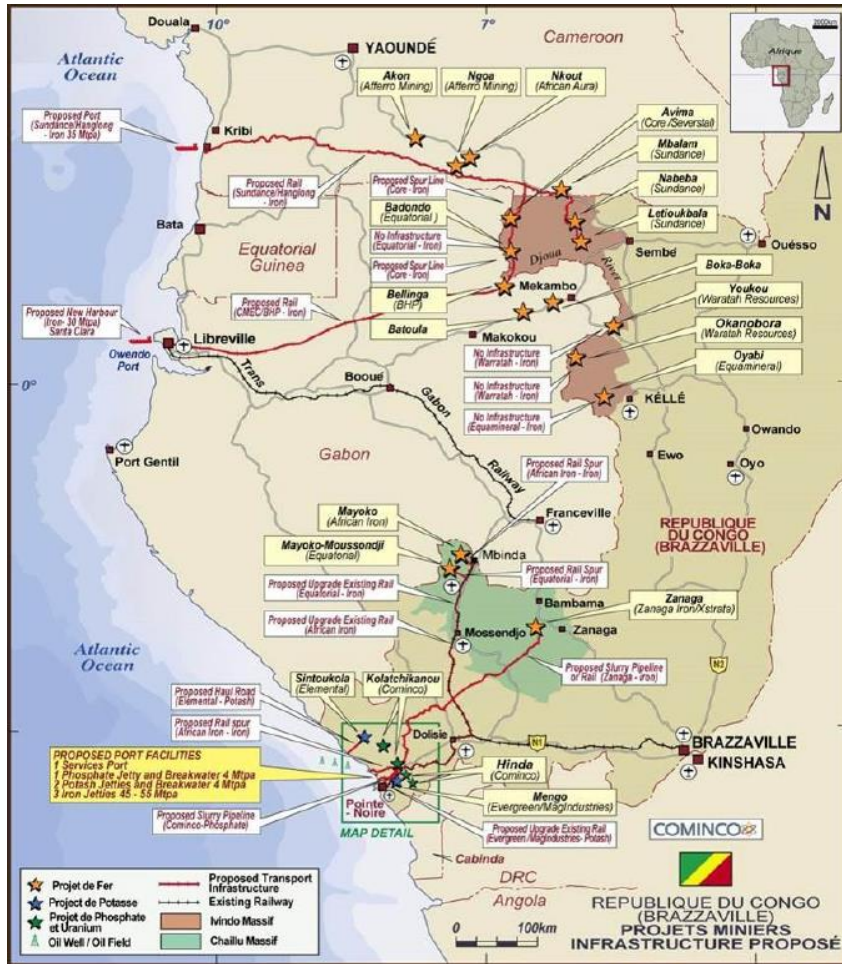
Cette sous-exploitation s'explique par divers obstacles, notamment les difficultés de financement des lourds investissements requis, l'insuffisance des infrastructures de transport et d'énergie, ainsi qu'un cadre juridique souvent perçu comme incertain.

Malgré ces défis, l'intérêt pour les ressources minières du pays ne faiblit pas. Plusieurs projets sont en cours de développement, notamment dans l'extraction du fer et des engrais (potasse et phosphate). La production industrielle a timidement débuté en 2017, avec l'exploitation du cuivre et du zinc mais, ces initiatives restent limitées et le secteur artisanal, bien que présent, est encore peu encadré.

L'exploitation minière nécessite des infrastructures solides, notamment routières, ferroviaires et portuaires, pour assurer l'acheminement des minerais vers les marchés internationaux, ainsi qu'un accès fiable à l'énergie, indispensable au bon fonctionnement des sites d'extraction et de transformation. De plus, une amélioration du cadre juridique est nécessaire et la révision du code minier en cours gagnerait à impliquer toutes les parties prenantes. Il serait également judicieux d'y intégrer des exigences en matière de responsabilité sociale et environnementale afin de garantir un développement durable du secteur.

Si le secteur était pleinement exploité, il pourrait générer plus de 10 milliards de dollars par an et contribuer de manière significative à la diversification économique du pays. Le développement du secteur minier pourrait offrir au Congo-Brazzaville une alternative viable à sa dépendance aux hydrocarbures, en diversifiant l'économie nationale, en stimulant la création d'emplois locaux et en générant des revenus substantiels pour l'État. Une exploitation maîtrisée et bien encadrée permettrait également d'optimiser la valorisation des ressources naturelles tout en assurant une meilleure redistribution des bénéfices à l'échelle nationale.

## Minerais de fer, de potasse et infrastructures



## 5.3 Terres Fertiles et Production Agricole

Au-delà des activités extractives, les vastes étendues de terres arables et fertiles, le dense réseau fluvial et l'accès à la mer dont dispose le Congo, lui offrent un potentiel agricole et halieutique considérable. Cependant, le pays souffre d'une dépendance extrême aux importations alimentaires. En 2024, près de 80 % des produits alimentaires consommés au Congo ont été importés. Parmi les produits les plus importés figurent le poulet, la viande et les abats comestibles, le poisson et le riz. Les importations alimentaires représentent ainsi près de 50 % des importations totales du pays, alors que le pays dispose de conditions naturelles favorables au développement de l'agriculture.

Pour inverser cette tendance, l'État congolais a déjà mis en place des incitations fiscales et des mesures d'encouragement à l'investissement, telles que des exonérations fiscales pour les entreprises agricoles et une réduction des droits de douane sur certains intrants agricoles. Toutefois, pour accélérer le développement du secteur et réduire la dépendance alimentaire, il serait pertinent d'intensifier ces mesures. Par exemple, en améliorant l'accès au financement pour les agriculteurs locaux, en mettant en place des programmes de formation pour améliorer les techniques agricoles locales et en développant des infrastructures de stockage et de transformation.

Dans cette perspective, le Congo peut s'inspirer de nombreuses expériences internationales concluantes. Si le Brésil est, par exemple, réputé pour ses exportations de café, de viande de bétail et de soja, il a également mis en place un programme, le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), visant à tout à garantir une alimentation saine aux élèves de l'enseignement primaire, tout en promouvant le développement de l'agriculture familiale locale. Alternativement, le Congo pourrait s'inspirer des exemples du Pérou, du Kenya et de l'Afrique du Sud, connus pour avoir su développer des cultures de produits alimentaires à fort potentiel sur les marchés des pays riches, tels que la quinoa, l'avocat et ou le rooibos.

### TABLEAU 3

#### Terres fertiles par habitant au Congo

Pays	Population	Terre Arable (en Hectares)	Terre arable par habitant	Exportation de produits agricoles en milliards de dollars (2020)
Italie	58.940,430	7,192,812	0.12	51.24
Nouvelle Zélande	5,124,100	616,000	0.12	24.9
Congo	5,970,420	550,000	0.09	0.5
Belgique	11,685,810	865,640	0.07	45.08
Pays bas	17,700,980	1,003,000	0.06	100.89
Uruguay	3,422,790	2,030,605	0.59	9
Brésil	215,313,500	58,252,760	0.27	85.15

Sources : Groupe de la Banque Mondiale (2021) | Exportation agricole : Statista | Administration du commerce international

## 5.4 Géographie



En plus de ces ressources naturelles, le Congo bénéficie de conditions géographiques très avantageuses qui le placent dans une position stratégique. Bien que sa population soit modeste (à peine plus de 6 millions d'habitants), il partage des frontières avec cinq pays qui totalisent une population de plus de 175 millions de personnes.

Possédant une façade maritime tout en étant situé 'au cœur' de l'Afrique centrale, le Congo possède une opportunité certaine de servir de porte d'entrée naturelle vers le cœur de l'Afrique. Grâce au port en eau profonde de Pointe-Noire, le port le plus profond de la sous-région—actuellement à des profondeurs de 16-17 mètres et en capacité de faire l'objet d'une expansion—et à taille compacte le Congo est idéalement positionné pour devenir un des hubs africains de transit pour les touristes et les marchandises qui traversent le continent.

Bien que des investissements importants restent nécessaires, les infrastructures existantes placent le Congo dans une situation privilégiée vis-à-vis du reste de l'Afrique centrale. Par exemple, le pays se situe au-dessus de la moyenne d'Afrique subsaharienne dans la totalité des six (6) critères clés utilisés pour évaluer la performance des ports (voir Tableau 4).

Ces perspectives sont renforcées par l'environnement domestique stable et sécurisé du Congo, des conditions (bien que non-suffisantes) essentiel au développement de réseaux logistiques et de routes commerciales autour de son économie.

**TABLEAU 4**

Indice de performance logistique

Pays/Région	Congo (PNR)	Afrique subsaharienne
Score IPL	2.6	2.24
Douanes	2.3	2.22
Infrastructures	2.1	2.07
Expéditions Internationales	2.6	2.22
Compétence logistique	2.9	2.31
Suivi & Traçabilité	2.7	2.11
Ponctualité	2.9	2.54

**Source :** Indice de Performance Logistique de la Banque Mondiale (2023)

## 5.5 Taille et Sécurité

La sécurité globale du Congo contraste fortement avec les conditions existant dans de nombreux pays voisins. Ainsi, selon les données du Fragil State Index, le Congo possède un indice de sécurité nationale (6.1) est équivalent à celui du Cambodge, à peine plus élevé (moins favorable) que celui du Brésil (5.9), et loin de ceux de la République Centrafricaine (7.1), du Cameroun (7.8), du Gabon (7.9) ou de la République Démocratique du Congo (8.3). De même, sur l'indice global de criminalité, le Congo (4.78) se place au-dessus de tous ses voisins (voir tableau ci-après). Il offre donc un environnement particulièrement propice à l'investissement. Si elles sont accompagnées d'incitations appropriées et à des garanties institutionnelles, cet environnement favorable présente de nombreuses opportunités pour que le pays émerge comme principal bénéficiaire du développement rapide attendu en Afrique.

Des facteurs tels que la croissance démographique, l'urbanisation et les changements dans la dynamique du commerce mondial, entraînés par l'évolution des coûts de la main-d'œuvre et les tensions géopolitiques entre les géants économiques, renforcent davantage son potentiel. Essentiellement, le pays possède tous les prérequis pour capitaliser sur



l'évolution du paysage africain et se positionner comme un acteur de premier plan dans l'économie mondiale.

## TABLEAU 5

Indice mondial de la criminalité organisée

Pays	Score Global de Criminalité (GOCI) **
République Tchèque	4.68
Suède	4.70
Congo	4.78
Suisse	4.87
Pays Bas	4.97
Irlande	5.08
Costa Rica	5.53

**Source :** World Population Review, Taux de criminalité par pays (2024)

\*\* Des scores plus bas sont préférables dans l'indice de criminalité.

Dans l'ensemble, le succès futur du Congo dépendra en grande partie de sa capacité à mobiliser intelligemment ses atouts pour développer de nouvelles activités productives et positionner le pays sur des marchés très dynamiques.

# 6 LES OPPORTUNITÉS DU CONGO

---

Au cœur de l'Afrique centrale, la République du Congo se distingue par un potentiel inexploité et des opportunités prometteuses dans divers secteurs. De ses abondantes ressources naturelles, y compris le pétrole, les minerais et les terres fertiles, à sa position stratégique le long des grandes routes commerciales, le Congo détient les clés de la croissance économique et du développement. Avec une population jeune et dynamique désireuse de contribuer au progrès de la nation, couplée aux efforts en cours pour améliorer les infrastructures et attirer les investissements, le Congo est en bonne voie pour une nouvelle ère de prospérité et de développement durable.

Nous avons retenu sept secteurs d'opportunités clés pour leur potentiel à transformer le paysage socio-économique du Congo : le secteur forestier et l'économie verte, la logistique, l'économie numérique, l'aquaculture, l'industrie manufacturière, l'économie des services, et, pour finir, la culture et le tourisme.

## 6.1 Valoriser la terre : Forêt, Économie verte, Élevage d'insectes et Aquaculture



Tout au long de l'histoire, des nations ont tiré parti des ressources en bois. Le bois, en effet, possède la particularité de servir de matière première à un nombre très large de processus productif. Il offre, en d'autres termes, une multitude d'opportunités économiques. L'industrie du papier a, par exemple, longtemps été considérée comme une industrie stratégique dans les processus de développement industriels. De même, le bois a servi de base au développement du design scandinave, mondialement reconnu depuis les années 1950. Encore aujourd'hui, dans un pays aussi développé que la Finlande, le secteur forestier

représente près de 20% de son PIB industriel, et emploie près de 15% de la population des travailleurs industriels du pays.

Dans un contexte de poussée mondiale pour la décarbonisation, la ressource bois suscite de plus en plus d'intérêt. Ainsi, le bois est aujourd'hui au cœur de la recherche autour de la substitution des matériaux d'origine fossile tels que le plastique ou le polyester. L'utilisation de la cellulose est ainsi envisagée dans l'industrie textile, dans le domaine médical, ou dans l'industrie de l'emballage.

Par ailleurs, le bois est au cœur d'innovations surprenantes telles que des éoliennes en bois ou les satellites en contreplaqué, qui démontrent la diversité des possibilités technologiques offertes par le bois.



Cependant, le potentiel de la forêt ne se limite pas à la seule ressource bois. La riche biodiversité du pays offre des opportunités de collaboration avec des industries engagées dans la recherche génétique et les produits pharmaceutiques. De même, la biomimétique, qui s'inspire de la nature pour développer de nouvelles technologies - du Velcro aux panneaux solaires, tous deux inspirés du fonctionnement de la nature - les applications potentielles de la conception biomimétique sont vastes et ouvrent de nombreuses opportunités de développer de l'innovation dans le pays. Les forêts du Congo offrent également, comme nous le verrons plus loin, des conditions idéales pour le développement de l'écotourisme, en adéquation avec la demande croissante pour des expériences de voyage axées sur la nature.

Au-delà de la forêt, une autre frontière d'opportunité liée aux ressources naturelles du Congo se situe dans le domaine de la production alimentaire.

Pour commencer, le Congo possède des conditions particulièrement propices au développement de l'élevage d'insectes. Les insectes, en effet, offrent une alternative durable

aux sources de protéines traditionnelles comme le bœuf. Alors que le réchauffement climatique a mis en lumière l'impérieuse nécessité de transformation des régimes alimentaires dans les pays riches, la consommation d'insectes se dessine comme un nouveau marché aux perspectives de croissance prometteuses. De plus, dans un pays où la malnutrition chronique touche près d'1 congolais sur 4, et où les importations de protéines animales consomment de précieuses devises internationales, le développement de la production de sources de protéines locales, accessibles et abondantes, constitue un horizon stratégique.

Avec plus de 200 espèces d'insectes comestibles répertoriées dans le pays, y compris des chenilles, des coléoptères et des grillons, le Congo possède les atouts pour devenir un marché potentiellement majeur de l'entomophagie en Afrique et dans le monde. Le climat favorable de la région, les faibles besoins en capital, l'acceptation culturelle de la consommation d'insectes et l'abondance de la population d'insectes soulignent son vaste potentiel économique.



Les ménages de la République démocratique du Congo voisine (Kinshasa) consomment environ 300 grammes de chenilles par semaine, indiquant un marché local substantiel. En s'appuyant sur les projections mondiales de Mordor Intelligence, qui prévoient que le marché de l'élevage d'insectes atteindra 9,04 milliards de dollars d'ici 2029, le Congo est en bonne position pour tirer parti de ce secteur en plein essor.

Grâce à une analyse rigoureuse incorporant des données sur les ménages, les dépenses liées aux insectes et les facteurs économiques locaux, la taille potentielle du marché annuel de l'élevage d'insectes au Congo est estimée à près d'un demi-milliard de dollars (~437 millions de dollars)<sup>3</sup>. Un tel développement pourrait générer des millions de dollars de taxes pour le

---

<sup>3</sup> Nombre projeté de ménages au Congo : 1 200 000 (6 millions de population/5 par ménage)

Dépense hebdomadaire moyenne par ménage pour les insectes : 7 \$

Nombre de semaines dans une année : 52

Taille annuelle du marché : 436 800 000 \$

gouvernement et potentiellement créer 1500 emplois (éleveurs d'insectes, distributeurs et fournisseurs de nourriture (déchets)).

La Thaïlande, par exemple, est devenue un producteur majeur d'insectes comestibles, avec une industrie florissante comptant plus de 20 000 fermes d'insectes produisant environ 7 500 tonnes de sauterelles, de grillons et d'autres insectes chaque année. La croissance du secteur de l'élevage d'insectes en Thaïlande peut être attribuée à une convergence de facteurs. Tout d'abord, la volonté des investisseurs et des entrepreneurs de se lancer dans l'élevage d'insectes a été essentielle. De plus, la présence enracinée des insectes dans la cuisine traditionnelle thaïlandaise a facilité leur acceptation généralisée. En outre, les avantages reconnus pour la santé et la durabilité de la consommation d'insectes ont joué un rôle significatif. Enfin, le soutien constant du gouvernement a fourni les cadres et les ressources essentiels au développement de l'industrie des insectes comestibles. Ensemble, ces éléments ont propulsé la Thaïlande à l'avant-garde du marché mondial des insectes comestibles.

L'examen des facteurs ayant contribué au succès de la Thaïlande dans l'élevage d'insectes révèle que certains de ces facteurs sont déjà présents au Congo, tandis que ceux qui ne le sont pas sont accessibles. Ainsi, les Congolais ont déjà adopté une tradition culturelle de consommation d'insectes, et la population semble reconnaître les avantages pour la santé et la durabilité de cette pratique. De plus, le climat et la localisation géographique du Congo sont propices à l'élevage d'insectes. Cependant, la responsabilité de soutenir un tel développement et d'attirer les investissements dans ces secteurs incombe principalement au gouvernement.

---

### **Hypothèses de calcul :**

- Le prix d'une livre de chenilles varie entre 10 \$ et 50 \$ (selon la région). Prenons le prix (le plus bas) par livre (454 grammes) pour les insectes à environ 10 \$ (tenant compte des réalités économiques de la région).
- 1 livre = 454 grammes.
- Donc, si le prix estimé est de 10 \$ par livre, le coût pour 300 grammes =  $(300/454) * 10$  \$.
- Le coût pour 300 grammes  $\approx (0,6608) * 10$  \$  $\approx 7$  \$.

Un autre secteur offrant des perspectives inexploitées de développement et de résolution de certains problèmes structurels de l'économie congolaise est celui de l'aquaculture. L'aquaculture a émergé au Congo au début des années 1950 avec la création du Centre de Formation et de Recherche en Pisciculture de l'Afrique Équatoriale Française. Malgré ce départ prometteur, la pratique a connu un déclin après l'indépendance. Bien qu'il y ait eu une brève reprise dans les années 1970-1980 grâce à des projets d'assistance, le secteur est à nouveau tombé dans l'oubli.

Dans les années 1950, l'aquaculture a prospéré avec la création de quelque 8 400 étangs par le Centre Technique Forestier Tropical, produisant annuellement 1 à 2 tonnes par hectare. Cependant, en raison des difficultés de gestion et de surveillance, l'industrie a eu du mal à se consolider et s'est finalement effondrée, ne laissant que quelques entrepreneurs privés encore impliqués dans l'élevage de poissons.

Aujourd'hui, l'aquaculture au Congo reste sous-développée, en proie à une pénurie chronique de personnel qualifié et de gestionnaires spécialisés. La majorité des opérations d'aquaculture reposent sur des méthodes d'élevage extensives, avec seulement quelques fermes pratiquant une aquaculture semi-intensive, principalement dans les zones périurbaines.

Cette absence de développement est d'autant plus problématique que le pays fait face à une forte dépendance aux importations de poissons. Par ailleurs, les conditions naturelles du Congo sont particulièrement favorables à l'aquaculture, offrant des opportunités de redéveloppement rapide. Le fleuve Congo possède une biodiversité riche, offrant une variété d'espèces de poissons susceptibles d'intéresser les consommateurs internationaux.

Le marché mondial du poisson et des fruits de mer devrait croître de 200 milliards de dollars pour atteindre plus de 870 milliards de dollars

d'ici 2028. Un potentiel significatif existe ainsi pour développer le marché congolais et établir le pays comme un fournisseur mondial de poissons. Par ailleurs, la présence d'un port en fonctionnement offre par ailleurs des opportunités d'exportation, soulignant encore le potentiel du secteur de l'aquaculture.

Parmi les défis actuels auxquels fait face le secteur de l'aquaculture figurent le manque d'infrastructures adéquates, d'expertise technique et l'absence de cadres réglementaires appropriés. Si elle est bien gérée, l'aquaculture pourrait servir de pierre angulaire à la stratégie gouvernementale de réduction de la pauvreté.

Les avancées technologiques, telles que le BioFishency Mini RAS d'Israël, offrent des solutions aux principaux défis de l'aquaculture. Ce système, déployé au Congo en 2017,

améliore le traitement et l'efficacité de l'eau, permettant d'augmenter les rendements tout en réduisant la consommation d'eau. Ces innovations ont le potentiel d'améliorer la productivité et la durabilité de l'aquaculture dans ce secteur en pleine mutation au Congo.

## 6.2 Développer le tourisme



Niché dans le luxuriant bassin du Congo, le pays abrite une faune diversifiée comprenant des mammifères, des oiseaux, des insectes, des poissons et des reptiles. Parmi eux, le chimpanzé et le gorille des plaines de l'Ouest figurent parmi les plus grands primates non humains au monde. Le pays compte également plusieurs espèces emblématiques telles que l'éléphant de forêt, le buffle nain, le pangolin géant et une grande diversité d'oiseaux endémiques.

Les vastes forêts tropicales du Congo, couvrant plus de 60 % du territoire national, constituent l'un des derniers poumons verts de la planète et offrent un sanctuaire naturel pour de nombreuses espèces rares. Ces écosystèmes préservés, notamment ceux du Parc national d'Odzala-Kokoua, du Parc national de Nouabalé-Ndoki et de la Réserve de Conkouati-Douli, sont des joyaux naturels d'une valeur inestimable, permettant des expériences d'écotourisme immersives et exclusives.

De même, le littoral préservé du Congo, bien que largement sous-développé, représente une opportunité unique pour le développement d'un tourisme balnéaire et nautique. Avec ses plages sauvages bordées de mangroves, ses spots de surf encore inexplorés et ses eaux poissonneuses, la côte congolaise pourrait séduire aussi bien les passionnés de nature que les amateurs de sports aquatiques.

Le pays dispose également d'un patrimoine culturel et historique riche, encore méconnu du grand public. Des sites tels que les Gorges de Diosso, véritables falaises rouges sculptées par l'érosion, ou encore les vestiges des routes de la traite négrière rappellent l'histoire complexe de la région et offrent un cadre propice au développement du tourisme culturel et mémoriel.

Avec douze zones protégées, dont deux sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO – la Trinationale de la Sangha et les zones de conservation des forêts du bassin du Congo –, le pays possède une base solide pour développer un tourisme durable, conjuguant préservation de l'environnement et retombées économiques pour les populations locales.

En résumé, les zones protégées du Congo constituent une base solide pour le développement de l'écotourisme, offrant aux touristes des expériences authentiques dans des paysages uniques et des rencontres avec une faune rare tout en soutenant les communautés locales. Le développement de l'écotourisme permettrait par ailleurs au Congo de concilier efficacement conservation, développement durable et prospérité économique.

Le développement du secteur touristique au Congo est non seulement crucial pour libérer le potentiel économique du pays et protéger sa riche biodiversité, mais il est également réalisable. Si le Congo réussissait à développer son secteur touristique et à attirer un million de visiteurs par an, le pays pourrait générer près d'un milliard de dollars de revenus supplémentaires, et se traduire par la création de plus de 250 000 emplois. Aujourd'hui, le Congo génère environ un dixième de ce montant grâce à son secteur touristique.

L'expérience du Rwanda est ici particulièrement intéressante. En 2022, l'industrie touristique du Rwanda est devenue sa première source de revenus en devises étrangères, avec des recettes en forte hausse de plus de 171 %, passant de 164 millions de dollars en 2021 à 445 millions de dollars.

Un aspect clé de la résurgence touristique du Rwanda a été ses campagnes internationales stratégiques et ses initiatives soutenues en matière de relations publiques, en plus du travail de développement des infrastructures touristiques locales. En engageant des agences de relations publiques et de marketing international sur des marchés clés tels que l'Europe et les États-Unis, le Rwanda a mis en valeur ses attractions à travers des documentaires et sa participation à des salons touristiques majeurs depuis le début des années 2000. Des partenariats de haut niveau avec des clubs de football comme Arsenal et le Paris Saint-Germain ont renforcé la visibilité du Rwanda à l'échelle mondiale, attirant des investisseurs et renforçant la confiance dans le pays.



La stratégie touristique du Rwanda met l'accent sur un tourisme haut de gamme centrée sur la faune et l'écotourisme, ainsi que sur le tourisme d'affaires, englobant les réunions, les conférences et les expositions. Ciblant les éco-voyageurs, les explorateurs et les voyageurs d'affaires, le Rwanda a méticuleusement élaboré des politiques et des infrastructures pour répondre à divers segments du marché. Le Bureau Rwandais de Convention promeut activement le pays en tant que destination privilégiée pour le tourisme d'affaires, facilitant l'organisation de conférences et d'événements pour renforcer son profil international<sup>4</sup>.



Par ailleurs, le Rwanda a réussi à se positionner comme l'une des destinations les plus sûres d'Afrique de l'Est.

Grâce à un engagement solide avec le secteur privé et à des mises en œuvre politiques proactives, le Rwanda a également favorisé un climat des affaires propice pour encourager les investissements privés et l'entrepreneuriat dans le secteur touristique. Dans l'ensemble, la remarquable reprise touristique du Rwanda souligne un engagement résilient à tirer parti de sa beauté naturelle et de son patrimoine culturel pour un développement durable et une reconnaissance mondiale. Le Congo peut suivre cet exemple.

Cependant, réaliser cette vision nécessite une évaluation complète des opportunités et des défis du secteur. Une politique touristique solide est essentielle pour rationaliser le cadre juridique, améliorer la coordination entre les parties prenantes, stimuler l'investissement et promouvoir l'engagement du secteur privé. Identifier les marchés cibles et affiner l'image du

---

<sup>4</sup> Le tourisme autour des gorilles reste une attraction phare, avec le Rwanda positionné comme l'un des rares pays où les gorilles de montagne peuvent être visités en toute sécurité. La cérémonie annuelle de baptême, Kwita Izina, sert de plateforme unique pour célébrer les efforts de conservation et les pratiques de tourisme durable, attirant l'attention et le soutien internationaux.

pays sont des étapes cruciales pour accroître la visibilité mondiale et attirer les touristes internationaux.



Les dirigeants du Congo peuvent aborder le développement de ce secteur en trois grandes catégories, toutes axées sur l'amélioration de l'expérience touristique. La première concerne ce qui se passe avant que le touriste ne choisisse de visiter le Congo. À l'instar des investissements en relations publiques du Rwanda, les dirigeants du Congo devraient investir dans la modification du récit autour du pays en mettant en avant ses atouts touristiques, notamment sa biodiversité et ses trésors environnementaux. Cette approche permettrait non seulement de mettre en valeur les merveilles naturelles du Congo, mais aussi de promouvoir son patrimoine culturel unique. Cela contribuera à promouvoir une image positive à l'international et à attirer les touristes intéressés par l'exploration de ses paysages riches et de ses communautés dynamiques. La simplification des processus de visa, en introduisant des demandes de visa en ligne et des services de visa à l'arrivée, facilitera également les arrivées internationales.

Deuxièmement, les dirigeants devraient collaborer avec le secteur privé pour développer les infrastructures touristiques. En particulier, la conception de circuits pour visiter touristiques, pour visiter, par exemple, les zones d'habitat des gorilles, chimpanzés et autres faunes du pays, et la création de nouveaux programmes tels que des festivals littéraires et musicaux, les dirigeants sont des développements essentiels pour pouvoir attirer de nouveaux touristes dans le pays.

Troisièmement, les dirigeants devraient développer les infrastructures du pays -aéroports, routes, hôtels et restaurants - sur lesquelles le tourisme repose. En améliorant les normes d'hébergement et en mettant en œuvre des programmes de formation professionnelle pour les professionnels de l'hôtellerie, le Congo peut devenir une destination de choix où les touristes peuvent découvrir la beauté et l'hospitalité du pays.

## **6.3 Stimuler l'industrialisation : Pôle industriel d'Afrique centrale, Hydroélectricité, Irrigation, Eau et Logistique**

La position stratégique du Congo, sa géographie, sa richesse en ressources naturelles et son infrastructure portuaire sont autant de conditions qui pourraient permettre au Congo d'émerger comme le principal pôle manufacturier de la région d'Afrique centrale.

Grâce à ses infrastructures transfrontalières, notamment les corridors routiers reliant le pays à ses voisins, le Congo joue un rôle clé en tant que pays de transit pour les échanges commerciaux régionaux.

Le port autonome de Pointe-Noire, principal hub maritime de la sous-région, offre une connexion directe aux marchés internationaux et sert de point d'entrée et de sortie pour les marchandises destinées aux pays enclavés comme la République centrafricaine et le nord de l'Angola. En 2023, le port a accueilli 740 escales de navires et a traité 1 001 386 équivalents vingt pieds (EVP) de trafic conteneurisé.

Par ailleurs, les axes routiers et fluviaux facilitent les échanges avec des économies à fort potentiel démographique telles que la République Démocratique du Congo et le Cameroun, offrant ainsi aux entreprises installées au Congo un accès privilégié à une vaste zone de consommation.

En s'appuyant sur ces infrastructures et en développant davantage son réseau logistique, le Congo pourrait renforcer son attractivité pour les investisseurs industriels et asseoir son rôle de plateforme manufacturière et commerciale au cœur de l'Afrique centrale.



*Pont du 15 Aout 1960, Brazzaville, Congo*

Le secteur manufacturier au Congo génère aujourd'hui environ 1,5 milliard de dollars de valeur ajoutée, soit 250 dollars par habitant. En comparaison, la Finlande atteint environ 7 900 dollars par habitant, Singapour 16 900 dollars par habitant, et l'Irlande 39 400 dollars par habitant. Bien qu'il existe plusieurs façons d'interpréter ces chiffres, il est frappant de constater que le Congo a un potentiel de croissance significatif pour son secteur manufacturier. Si le Congo atteignait une production manufacturière de 2 500 dollars par habitant, une multiplication par 10 du chiffre actuel, il ajouterait environ 15 milliards de dollars au PIB national.

En faisant, de nouveau, un détour par l'histoire, certaines leçons importantes peuvent être tirées. De 1977 à 1997, Singapour a vu sa production manufacturière passer de 1,5 milliard de dollars à plus de 22 milliards de dollars. Ce boom manufacturier a créé près de 500 000 emplois à Singapour. Singapour a pu développer sa base manufacturière en créant un Conseil de Développement Économique dans le seul but d'attirer des investissements directs étrangers pour développer des entreprises dynamiques et des opportunités d'emplois de qualité dans le pays. Le CDE (Conseil de Développement Économique) a mis en place des politiques favorables aux entreprises, incluant des impôts faibles, une bureaucratie minimale et une protection de la propriété intellectuelle.

Alors que les investissements affluaient à Singapour, le pays a su protéger les investisseurs tout en investissant dans l'éducation et le capital humain. Reconnaissant que la force d'une nation réside dans ses citoyens, Singapour a consacré des ressources importantes pour favoriser le développement de sa main-d'œuvre, en mettant particulièrement l'accent sur l'éducation technique et professionnelle. Un boom similaire en termes d'emploi, d'investissement et de création de richesse pourrait se produire au Congo.

Un domaine où le potentiel est significatif est la production alimentaire et des boissons. Les importations alimentaires du Congo représentent actuellement environ 80 % de sa consommation intérieure. La République Démocratique du Congo voisine importe environ 75 % de sa nourriture. L'Angola est un autre marché captif, le pays important plus de 2 milliards de dollars de nourriture chaque année. En se concentrant stratégiquement sur une chaîne de valeur clé, en développant l'expertise manufacturière et en mettant en place les politiques appropriées, le Congo peut répondre non seulement à ses besoins domestiques mais aussi à ceux des pays voisins.

Le Congo peut développer bon nombre de ses entreprises existantes en instituant des politiques facilitant l'importation des machines et des matières premières nécessaires, surtout si ces matières premières ne sont pas disponibles au Congo. Alternativement, en fixant des objectifs de production aux entreprises et en offrant des avantages fiscaux, le gouvernement congolais incitera les entreprises à travailler efficacement pour fabriquer le plus de produits possibles, afin non seulement d'augmenter la consommation domestique mais aussi d'accroître les revenus d'exportation.

Il convient de souligner que le cadre réglementaire congolais intègre déjà des dispositifs incitatifs, notamment les conventions d'établissement, qui accordent aux entreprises investissant dans le pays et créant des emplois des avantages fiscaux et douaniers. Ces mesures leur permettent de réduire leurs coûts, d'améliorer leur compétitivité et de renforcer leur pérennité. Une meilleure promotion et une bonne application de ces incitations favoriseraient une attractivité accrue du pays et stimuleraient davantage d'investissements productifs.

Compte tenu des vastes ressources du Congo en pétrole et en gaz, le pays peut notamment envisager le développement d'activités tant en amont qu'en aval de la production pétrolière. Parmi les opportunités notables, il faut citer le secteur pétrochimique, un secteur clé de notre monde moderne, qui pourrait devenir le premier moteur de la demande de pétrole, en commençant par des produits tels que les engrais, les plastiques (polyéthylène, polypropylène et PVC pour la construction, l'emballage et la fabrication de biens de

consommation), les additifs pour carburants, les détergents et agents nettoyants, et le bitume et l'asphalte (essentiels pour la construction et l'entretien des routes).

Comme précédemment mentionné, par delà les secteurs associés, plus ou moins directement, à l'industrie pétrolière, il est impératif de penser également la planification stratégique des revenus pétroliers pour soutenir la transformation productive du pays. En effet, si les multiples opportunités offertes par l'industrie pétrochimique doivent être explorées, le secteur est cependant aujourd'hui largement dominé par la Chine, et en proie à des tendances de surproduction qui en font un marché d'accès difficile. Le développement d'un fond souverain ayant pour mission la diversification économique nationale, est essentiel. De même, le secteur pétrolier doit cesser de servir de couverture à la reproduction de problèmes structurels, tels que la faiblesse de la perception des impôts ou la dépendance disproportionnée à l'égard des importations, et devenir un puissant moteur pour leur résolution.

Plus généralement, l'enjeu pour le Congo sera de se concentrer sur le développement d'un produit particulier pour servir d'abord les marchés voisins et mondiaux, de développer le savoir-faire, puis d'améliorer le processus. Le manque de consommation en Afrique et dans d'autres régions à revenu faible et intermédiaire dans le monde révèle des opportunités significatives pour développer ces secteurs au Congo.

L'un des obstacles majeurs d'un développement industriel dynamique réside dans l'offre énergétique actuelle du Congo. Le pays possède pourtant des ressources qui lui permettraient non seulement de proposer une énergie abondante et à bas coûts, mais également de faire de la production électrique un pilier économique. Avec son vaste réseau fluvial, dont le fleuve Congo, l'un des plus grands au monde en termes de volume et de débit, le Congo détient un potentiel considérable pour la production hydroélectrique et l'irrigation. Le fleuve Congo, autrefois synonyme d'obscurité, comme l'a décrit Joseph Conrad dans son roman *Heart of Darkness*, promet désormais d'illuminer l'Afrique.

Le pays est pourtant actuellement dans une pauvreté énergétique. La consommation d'électricité par habitant au Congo est inférieure à 400 kWh. En comparaison, à Singapour, en Finlande et aux États-Unis, la consommation par habitant est respectivement de 8 921 kWh, 15 173 kWh et 11 267 kWh. Développer le secteur de l'énergie au Congo pourrait entraîner une croissance économique significative, la création d'emplois et la génération de recettes fiscales.

Si le Congo augmentait sa consommation par habitant de 377 kWh à 2000 kWh, le secteur générerait plus de deux milliards de dollars de revenus annuels, à raison de 20 cents par

kWh. Cela entraînerait également la création de dizaines de milliers d'emplois. Aux États-Unis, le secteur de l'énergie soutient plus de quatre millions d'emplois dans la production, la transmission, la distribution, le stockage et l'efficacité énergétique. L'investissement du Congo dans l'énergie, notamment l'hydroélectricité, pourrait être le catalyseur d'une transformation socio-économique similaire à une échelle relative.

La capacité hydroélectrique du Congo est estimée à environ 30 000 mégawatts. Si des efforts sont en cours par le gouvernement, en collaboration avec des partenaires au développement et le secteur privé, pour renforcer l'approvisionnement énergétique du pays, le mix énergétique du pays reste fortement dépendant des centrales thermiques, les centrales hydroélectriques contribuant à peine à une fraction du potentiel estimé.

Exploiter ce potentiel hydroélectrique représente une opportunité significative pour le Congo de répondre à ses besoins énergétiques domestiques, où seulement 48 % de la population a accès à l'électricité, mais aussi pour positionner le pays comme un acteur clé dans le commerce régional de l'énergie. La mise en œuvre du projet de boucle de l'amitié énergétique reliant la RDC, l'Angola et le Congo constitue une avancée majeure dans cette perspective, tout comme les jonctions existantes entre les deux Congo, qui restent encore sous-exploitées.

Le développement d'infrastructures transfrontalières et la mise en place de marchés intégrés d'achat et de vente d'électricité pourraient renforcer l'interconnexion énergétique régionale, à l'image du Système d'interconnexion électrique d'Amérique centrale. De plus, les opportunités de co-investissement entre les États et les acteurs privés offriraient un levier supplémentaire pour accélérer la concrétisation de ces projets.

Au-delà de la sécurité énergétique, l'essor des infrastructures hydroélectriques constitue un moteur de croissance industrielle et économique. En diversifiant son mix énergétique et en exploitant son potentiel hydroélectrique, le Congo pourrait alléger la charge pesant sur les industries, favoriser l'implantation de nouvelles unités de production et stimuler son développement économique à long terme.

Parallèlement au développement des secteurs industriel et énergétique, il existe de nombreuses conditions favorables pour que le Congo devienne une puissance logistique en Afrique et à l'échelle mondiale.

Premièrement, situé au cœur de l'Afrique, le pays bénéficie d'une position géographique stratégique avec un accès aux voies navigables majeures comme le fleuve Congo. Cette situation centrale offre un potentiel significatif pour devenir un hub logistique, facilitant le commerce et le transport à travers le continent.

Deuxièmement, comme décrit précédemment, le Congo est doté de vastes et diverses ressources naturelles qui peuvent stimuler les activités économiques et attirer des investissements dans les infrastructures logistiques, telles que les ports, les chemins de fer et les autoroutes, pour soutenir des opérations de chaîne d'approvisionnement efficaces.

Troisièmement, alors que l'Afrique occupe une position chaque fois plus centrale dans l'économie mondiale, la demande de services logistiques fiables sur le continent est en hausse. La République du Congo offre des opportunités d'investissement dans le développement d'installations et de services logistiques modernes pour répondre à cette demande, favorisant la croissance économique et l'intégration régionale.

Au cours de la dernière décennie, d'importants investissements ont été réalisés pour améliorer les infrastructures logistiques du Congo, notamment la modernisation du port en eaux profondes de Pointe-Noire, la construction de plusieurs aéroports avec des pistes pour recevoir une multitude de tailles d'avions, et des milliers de kilomètres de nouvelles routes, comme la Route Nationale No. 1 qui relie Pointe-Noire à Brazzaville.

Évaluer la taille et le potentiel du marché logistique d'un pays peut être complexe en raison de divers facteurs tels que la taille de l'économie, les volumes commerciaux, le développement des infrastructures et les types de marchandises transportées. Mais selon l'Index de Performance Logistique, un outil de la Banque mondiale conçu pour évaluer le secteur logistique dans chaque pays, le secteur logistique du Congo reste encore à la traîne par rapport à des pairs comme le Cameroun, le Ghana, la Malaisie et le Vietnam. Il reste donc un potentiel significatif pour développer le secteur logistique du Congo.

Par exemple, en dehors du transbordement, qui représente près de 90 % du trafic de conteneurs à Pointe-Noire, les conteneurs liés au commerce extérieur du Congo et à celui des pays voisins, facilités par le transport terrestre, ne constituent qu'un segment mineur des opérations portuaires. Les volumes traités sont relativement faibles, avec moins de 80 000 EVP pour les importations et un peu plus de 10 000 EVP pour les exportations, comprenant principalement des produits forestiers et du cuivre transporté en conteneurs. Une grande partie de la production de bois dans le nord est transportée par le port de Douala, au Cameroun.



En conséquence, la logistique interne est assez sous-développée, car peu de biens et de personnes sont transportés à l'intérieur du pays et régionalement. Le marché le plus dynamique est le corridor Pointe-Noire à Brazzaville, actuellement desservi par la route et le rail. Le trafic ferroviaire de pointe de la dernière décennie était d'environ un demi-million de tonnes, tandis que le trafic routier quotidien (incluant fret, passagers et voitures individuelles) n'est que de 1 100 véhicules.

L'une des raisons de la lente croissance du secteur est celle des coûts. En général, les tarifs de fret, les coûts portuaires, le transport terrestre et les coûts de documentation au Congo sont plus élevés que dans d'autres ports de l'Afrique de l'Ouest. En examinant les données sur les coûts de fret pour les conteneurs standards de 20' importés et en transit de 20' depuis les ports d'Abidjan, Cotonou, Dakar, Lomé et Pointe-Noire, les coûts à Pointe-Noire sont plus de deux fois supérieurs à ceux du deuxième port le plus cher. Pour d'autres, comme les conteneurs importés à tarif spécial de 20', les exportations standards de 20' et les conteneurs en transit de 20' sortants, les coûts de fret sont également plus élevés que dans ces autres ports.

Les déplacements longue distance - les coûts de voyage, les péages et les frais supplémentaires des agences frontalières et d'application de la loi - sont également plus élevés au Congo. Les coûts de voyage peuvent être jusqu'à 40 % plus élevés, tandis qu'un péage et des frais d'agence frontalière supplémentaires sont ajoutés au coût total du voyage longue distance. Les coûts de documentation à Pointe-Noire sont également plus élevés que dans d'autres ports de la région de l'Afrique de l'Ouest, y compris à Abidjan et à Dakar. À Dakar, par exemple, s'opère quelque 300 transactions par jour, pour un coût d'environ 12 \$ (2 \$ pour la documentation et 10 \$ par transaction) par transaction. Au Congo, qui comptabilise près de 330 transactions par jour, le coût est de 215 \$.

Malgré les coûts élevés et les défis dans le secteur de la logistique, le Congo dispose encore d'un vaste potentiel de croissance si le gouvernement et les acteurs du secteur privé apportent quelques changements clés.

Premièrement, compte tenu du grand marché en République Démocratique du Congo (RDC), les deux gouvernements devraient envisager un accord bilatéral pour établir un bureau de douane à Pointe-Noire. Cela pourrait augmenter le flux de marchandises avec une destination finale en RDC via Pointe-Noire. Cela aura non seulement un impact sur les flux de conteneurs au port, mais aussi à l'intérieur du pays, alors que les marchandises sont transportées du Congo vers la RDC.

Deuxièmement, les deux gouvernements pourraient collaborer pour investir dans un port à conteneurs à l'échelle industrielle à Brazzaville. En développant un partenariat où les deux

gouvernements seraient partis prenantes, les incitations à accroître le trafic et le flux de conteneurs à travers Brazzaville seraient alignées.

Ici, l'exemple récent de l'intégration régionale de la Malaisie et Singapour par le biais du développement d'une zone économique spéciale conjointe (la Johor-Singapore Special Economic Zone), est particulièrement intéressant. En plus du développement d'un cadre juridique et normatif commun qui comprend des mesures d'incitation fiscale, de facilitation du mouvement de passagers et de marchandises, de facilitation de la création et de l'opération des entreprises, et d'attraction de talents, les deux pays ont également renforcé leur intégration par le développement du système de transport rapide (RTS) Johor Bahru-Singapour, une ligne de métro léger de 4 km visant à fluidifier le mouvement des personnes entre les deux nations.

Troisièmement, le Congo doit élaborer une stratégie pour réduire les coûts de fret, de transport et de documentation. Cela pourrait nécessiter une renégociation des accords existants avec les acteurs du secteur privé, la suppression des péages sur certaines routes, ou la subvention de certains coûts. Par exemple, au Kenya, le gouvernement ne facture pas de frais de documentation car il subventionne ces frais pour faciliter le trafic.

Quatrièmement, à mesure que le secteur se développe et que davantage de produits sont déplacés à l'intérieur du pays et régionalement, le Congo devrait continuer à dynamiser ECAir, la compagnie aérienne nationale. Cela peut améliorer la réputation du Congo et positionner l'aéroport de Brazzaville pour un leadership régional dans les flux de fret vers/depuis Kinshasa, Bangui et N'Djamena.

Enfin, l'une des raisons pour lesquelles la logistique est un secteur difficile est qu'elle dépend des investissements dans les infrastructures. Par conséquent, pour attirer des investissements, le gouvernement devrait collaborer avec les acteurs du secteur privé et d'autres partenaires pour développer des incitations fiscales, des garanties gouvernementales, et également investir directement dans le développement des actifs d'infrastructure stratégiques qui peuvent dynamiser le secteur. Chacun de ces investissements deviendra facilement un générateur de revenus tant que les produits y circulent.

L'impact potentiel de l'amélioration du secteur logistique est immense. Au cours des cinq prochaines années, les améliorations en logistique pourraient créer jusqu'à 100 000 nouveaux emplois. Pour mettre cela en perspective, Singapour, un leader en logistique, emploie actuellement plus de 200 000 personnes dans ce secteur, contribuant à plus de 60 milliards de dollars à son économie.

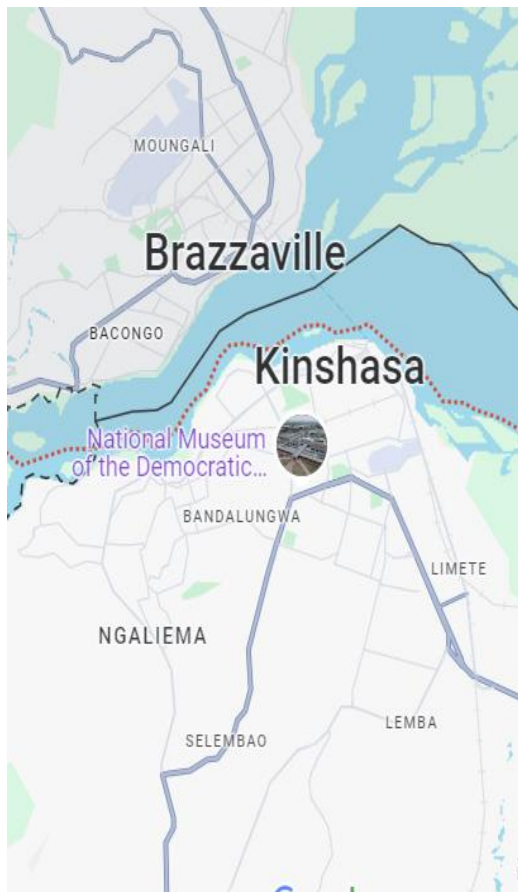
Au Congo, où l'infrastructure logistique nécessite encore un développement significatif, il y a une grande marge de croissance. Par exemple, la construction de la Route Nationale No. 1 a généré environ 10 000 emplois. Avec un investissement continu et une expansion des infrastructures logistiques, le secteur logistique du Congo pourrait émerger comme un moteur important de création d'emplois et de croissance économique.

## **6.4 Créer une économie numérique et faire de Brazzaville une capitale régionale pour l'économie des services**

### **6.4.1 Développer le secteur des services au Congo**

Depuis la fin des années 1970, avec un nouvel élan de mondialisation, amplifié par une grande révolution technologique qui a radicalement bouleversé la manière dont les biens sont produits, circulent et sont consommés à travers le monde, la géographie de l'économie mondiale a été profondément modifiée. Ainsi, non seulement le monde a connu un 'déplacement vers l'Est' avec l'émergence de nouvelles puissances économiques telles que la Corée du Sud, Singapour ou Taïwan, et la migration massive des capacités de production vers la Chine, mais cette transformation a également donné naissance à une myriade de 'villes mondiales'.

Les villes mondiales sont aujourd'hui les nœuds des échanges globaux ; des lieux géographiques où les acteurs économiques transnationaux s'installent dans leur quête d'accès aux marchés étrangers ou de contrôle de leurs chaînes de valeur respective. Ces villes



mondiales sont essentiellement des pôles de services. La question est donc : Brazzaville pourrait-elle devenir l'une des prochaines villes mondiales d'Afrique ?

Quelques ingrédients sont nécessaires pour qu'une ville devienne une ville mondiale. Comprendre les conditions permettant à Brazzaville de devenir une capitale régionale des services est essentiel alors que le continent africain est appelé à jouer un rôle de plus en plus important dans les échanges économiques mondiaux pour devenir « le cœur de l'avenir des villes mondiales »<sup>5</sup>. Bien que des villes mondiales actuelles telles que Dubaï, Hong Kong et Singapour aient leur propre histoire particulière, il est possible d'identifier un ensemble de facteurs communs. Ainsi, elles sont essentiellement situées sur des territoires petits, stables et hautement interconnectés en tant que nœuds stratégiques sur le marché mondial.

Comme ce document l'a déjà soutenu, la République du Congo offre une situation géographique particulièrement favorable en tant que porte d'entrée de l'Afrique centrale et au-delà.

Il s'agit en effet d'une position que le pays occupait déjà sous le régime colonial, avec Brazzaville comme capitale de l'Afrique Équatoriale Française. De plus, sa proximité favorable avec l'une des économies les plus importantes de la région, la République Démocratique du Congo (RDC), est un atout positif. La République du Congo, en effet, figure comme un havre de paix, une oasis de tranquillité dans la région.

De plus, sa capitale - Brazzaville - a une dynamique d'urbanisation beaucoup plus contrôlée et stable. Par conséquent, elle pourrait devenir une destination privilégiée et l'un des principaux bénéficiaires du prochain boom d'investissement que le continent est sur le point de connaître.

Un autre facteur distinctif qui unit les villes mondiales est leur niveau élevé de qualité de vie. L'ascension de Dubaï au statut de centre financier et capital des services est la conséquence

<sup>5</sup> Source : <https://www.washingtonpost.com/world/interactive/2021/africa-cities/>.

même de sa qualité de vie. Comme le souligne le créateur de l'Indice des Centres Financiers Mondiaux, « Il faut être une ville réussie pour être un centre financier réussi »<sup>6</sup>.

Tous ces enjeux sont particulièrement importants pour le Congo pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'attraction des services mondiaux et des travailleurs pourrait représenter une source majeure de devises étrangères ainsi qu'un moteur important pour l'économie du pays. Faire de Brazzaville une capitale des services participerait non seulement à la diversification de l'économie avec l'expansion de segments à forte valeur ajoutée, mais pourrait également mener à la création d'emplois bien rémunérés avec des conséquences ultérieures pour la société congolaise. Notamment, la République du Congo présente un niveau particulièrement élevé de population urbaine (64%) par rapport à son niveau de développement économique. De plus, plus de la moitié de la population congolaise est effectivement concentrée dans les deux principales villes du pays : Brazzaville (35%) et Pointe-Noire (23%)<sup>7</sup>. Cependant, l'activité économique actuelle dans ces deux villes n'est pas suffisante pour générer le nombre d'emplois nécessaires pour absorber tous les travailleurs urbains au chômage. Par conséquent, une grande partie de la main-d'œuvre urbaine est poussée vers le secteur informel ou simplement contrainte au chômage.

Comment alors le Congo pourrait-il devenir l'un des pays les plus attractifs d'Afrique (et Brazzaville l'une des villes les plus attractives d'Afrique) pour les travailleurs en quête de normes de vie élevées et pour les entreprises cherchant à s'implanter dans la région ?

La première chose à faire, lorsqu'on envisage cette possibilité, est d'examiner les indicateurs communs utilisés pour définir les classements mondiaux en termes d'habitabilité. Ce sont des facteurs communs tels que : la stabilité, l'accès à l'éducation ou aux soins de santé, l'existence d'infrastructures fonctionnelles, l'accès à l'environnement naturel et la proximité des opportunités touristiques. Pour commencer, certains des facteurs déjà mentionnés dans d'autres sections devraient être rappelés ici. En effet, cela montre la multiplicité des opportunités potentielles que le Congo pourrait tirer d'un seul atout. Par exemple, non seulement la petite taille de son territoire doit être vue comme un atout décisif, offrant la possibilité aux travailleurs numériques de faire (potentiellement) de courts voyages pour

---

<sup>6</sup> Source : <https://sponsorcontent.cnn.com/edition/2022/dubai/how-dubai-is-becoming-a-new-capital-of-global-finance/>.

<sup>7</sup> Source : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CG/recensement-2023-au-congo-brazzaville#:~:text=La%20population%20est%20essentiellement%20concentr%C3%A9e,1%25%20de%20la%20population%20totale.>

découvrir la merveilleuse biodiversité du pays ou profiter du potentiel inexploité du surf à Pointe-Noire, mais sa stabilité dans une région frappée par les conflits et l'insécurité en fait le pays le mieux placé pour attirer les voyageurs du monde entier ainsi que les visiteurs et expatriés travaillant dans les pays voisins. Brazzaville, plus spécifiquement, présente également plusieurs avantages stratégiques. En plus de son faible taux de criminalité, elle souffre également beaucoup moins de congestion routière que ses voisines.

Actuellement, parmi les 10 villes africaines offrant la meilleure qualité de vie, deux se trouvent dans des États insulaires (Port Louis à Maurice et Victoria aux Seychelles), cinq sont en Afrique australe (Le Cap, Johannesburg, Durban, Windhoek et Gaborone), et trois en Afrique du Nord (Rabat, Casablanca et Tunis)<sup>8</sup>. Aucun pays de la région Afrique centrale ne figure sur cette liste, ce qui illustre une opportunité significative pour le Congo de se positionner comme l'une des villes les plus agréables à vivre de la sous-région et, à terme, de l'Afrique.

Faire de Brazzaville une ville mondiale nécessitera cependant un effort planifié, coordonné et simultané sur de nombreux fronts. Cela comprend notamment le développement des infrastructures clés (par exemple, des routes de haute qualité, des logements entièrement équipés et des installations de santé, des corridors entre Kinshasa et Brazzaville, des hôtels écotouristiques, etc.), des procédures administratives accélérées, attrayantes et intelligentes (par exemple, des visas pour nomades numériques, avec un accès facilité au logement), ainsi qu'une augmentation de la capacité des travailleurs à communiquer dans la langue mondiale des affaires, l'anglais. Cela nécessitera un effort conjoint de l'État et du secteur privé. Cependant, un développement urbain planifié de Brazzaville, capable d'anticiper les éventuels goulets d'étranglement ou externalités négatives liés au développement de la capitale, pourrait considérablement dynamiser l'économie en créant des emplois grâce aux

---

<sup>8</sup> Source : <https://africa.businessinsider.com/local/lifestyle/top-10-african-cities-with-the-best-quality-of-living/8167v87#:~:text=Port%20Louis%2C%20Mauritius%2C%20is%20considered.MoRoCco%2C%20and%20Tunis%20in%20Tunisia>

retombées provenant de la consommation de consommateurs riches et à l'industrie de la construction.

#### 6.4.2 La République du Congo et l'Économie Numérique



Chaque révolution technologique est définie par un ensemble d'innovations technologiques capables de transformer radicalement la manière dont les biens sont produits et transportés ainsi que les modes de vie individuels. Le paradigme techno-économique actuel, qui a émergé dans les années 1970, est marqué par les disruptions radicales dans les technologies de l'information et des télécommunications : lesdites technologies numériques. Le potentiel des technologies numériques, désormais bien établi, découle notamment de leur capacité à révolutionner pratiquement tous les aspects de nos vies économiques et sociales, des processus de production concrets à l'organisation des réseaux de production, au fonctionnement du système bancaire, ou à l'interaction de l'État avec ses citoyens.

Chaque révolution technologique offre par ailleurs ce que l'on appelle des fenêtres d'opportunité. Bien que ce concept soit généralement utilisé pour décrire le potentiel de certaines périodes technologiques transitoires à offrir aux pays en développement une chance de rattraper les économies avancées, il est possible d'appliquer ce concept au potentiel plus général des nouvelles technologies pour surmonter d'importants goulets d'étranglement au développement de l'économie congolaise. Comme le soutient Carlota Pérez, l'une des plus grandes expertes mondiales en révolutions technologiques, la forme socio-politique donnée aux révolutions technologiques détermine finalement les avantages concrets qu'elles peuvent apporter au niveau mondial et national.

Ce que cela signifie pour la République du Congo, c'est que des décisions intelligentes et transformatrices sont nécessaires pour permettre aux acteurs nationaux - qu'ils soient entreprises, travailleurs ou institutions publiques - de tirer pleinement parti du potentiel offert par cet ensemble de nouvelles technologies. Plus précisément, l'Initiative pour l'Économie Numérique en Afrique (DE4A) stipule que la possibilité de tirer pleinement parti de la technologie numérique repose sur des efforts ciblés autour de 5 piliers clés : (i) les infrastructures numériques, (ii) les connaissances et capacités numériques, (iii) les plateformes numériques, (iv) les services financiers numériques et (v) l'entrepreneuriat numérique. Explorons comment ces piliers se rapportent à l'économie congolaise et pourraient servir de voies potentielles vers la prospérité.

Les infrastructures numériques sont les terrains mêmes sur lesquels les transformations numériques peuvent se réaliser. Elles constituent le premier facteur déterminant de toute opportunité potentielle liée à la numérisation. Plus concrètement, elles se réfèrent à l'existence d'un réseau internet accessible. À ce sujet, la République du Congo a un potentiel de croissance et d'amélioration significatif. En 2024, la pénétration d'internet était estimée à 59 % de la population congolaise<sup>9</sup>. Cependant, l'accès à internet haut débit reste inférieur à 1 %. En 2024, seulement 24 % de la population congolaise utilisait quotidiennement les services internet<sup>10</sup>. Ces dernières années, le Congo a néanmoins fourni des efforts notables pour réduire le prix de ce service. En 2023, l'accès à 1 Go de données coûte encore plus de 8 dollars<sup>11</sup>. De plus, l'accès limité à l'électricité (50 % de la population), le coût des appareils numériques et les faibles revenus de la population représentent des obstacles importants à une adoption plus large des services numériques.

En conséquence de ce déficit, le développement des connaissances et des capacités numériques dans le pays est encore très restreint. L'apprentissage des compétences numériques et la participation plus générale à l'économie numérique pourraient, cependant, agir comme un vecteur puissant d'emploi pour les segments éduqués de la population congolaise. Les barrières relativement faibles à l'entrée (ce dont un travailleur numérique a

---

<sup>9</sup> Source : ARPCE. Different sources, however, give very different figures. Datareportal, for example, estimates this number to be closer to 36%.

<sup>10</sup> Source : Afrobarometer 2024.

<sup>11</sup> Source :

<https://www.arpce.cg/upload/publications/Analyse%20tarifaire%20des%20services%20de%20la%20telephonie%20mobile.pdf>



besoin est : internet, l'électricité et un ordinateur), la capacité des travailleurs (ayant des compétences numériques de base) à développer de manière autonome leurs compétences numériques, et les possibilités offertes par la nature décentralisée des services numériques constituent une opportunité significative pour réduire le chômage des jeunes et augmenter le niveau global des compétences de la main-d'œuvre congolaise.

Pour le gouvernement, les opportunités offertes par la numérisation sont également nombreuses. Deux sont d'une importance particulière. La première concerne la possibilité offerte par la numérisation des activités administratives publiques d'améliorer la bureaucratie institutionnelle et de réduire le gaspillage et la corruption. Au Brésil, par exemple, la reconnaissance de l'impact que la perception de la corruption avait sur les activités commerciales a motivé le gouvernement à mettre en place un système de transparence qui permet aujourd'hui aux citoyens brésiliens d'avoir accès à des informations telles que l'utilisation détaillée des cartes de crédit émises par le gouvernement ou les dépenses des agences d'État (par exemple, voyages, équipements et services de contractants)<sup>12</sup>. Deuxièmement, le développement des services de gouvernement électronique peut servir à la fois à réduire les dépenses, augmenter les revenus et même offrir de nouveaux services à ses citoyens.

Ce deuxième aspect est d'une importance cruciale pour la République du Congo. En effet, Le ratio impôts/PIB du Congo (8,3 %) était, en 2021, inférieur de plus de 7 points de pourcentage à la moyenne de la région (15,6 %)<sup>13</sup>. Pour donner une idée, si le Congo était au même niveau que le reste de la région pour cet indicateur, il pourrait générer 1,15 milliard de USD de revenus publics supplémentaires. Notamment, la part des recettes fiscales provenant des sociétés dans le total des recettes fiscales du pays n'est que de 8 %, contre près de 20 % dans le reste de la région.



---

<sup>12</sup> Source : <https://www.mckinsey.com/industries/public-sector/our-insights/innovation-in-government-brazil>

<sup>13</sup> Source : <https://www.oecd.org/tax/tax-policy/revenue-statistics-africa-congo.pdf>

Ainsi, en 2021, l'État n'a collecté que 0,5 % du PIB (75 millions de dollars) en impôts sur le revenu, les bénéficiaires et les plus-values des sociétés, et 4 millions de dollars en impôts fonciers. À titre de comparaison, la moyenne mondiale pour ce dernier est proche de 3 %. L'utilisation de la numérisation pour accroître l'efficacité et le contrôle sur les richesses et les revenus des entreprises ou des individus pourrait ainsi permettre à l'État congolais d'élargir considérablement sa capacité fiscale avec une augmentation conséquente de l'espace pour les investissements stratégiques.

L'économie numérique peut également servir de vecteur puissant à la résolution de certaines formes de vulnérabilités sociales. Les avantages de la numérisation pour l'inclusion financière sont désormais largement reconnus. Des histoires de succès mondiaux telles que le système PIX géré par la Banque centrale du Brésil, aux exemples régionaux comme le célèbre cas de M-Pesa au Kenya, les systèmes de paiement numérique se sont révélés extrêmement efficaces pour intégrer dans le système financier des populations auparavant exclues. Les avantages consécutifs sont nombreux : réception facilitée et plus accessible des transferts d'argent, accès accru et financièrement plus avantageux au microcrédit et aux assurances, ou autonomie financière accrue des femmes.

Les opportunités d'amélioration au Congo sont vastes. Alors que plus de 75 % de la population mondiale a accès à un compte en banque, ce chiffre était, en 2021, de seulement 47 % au Congo<sup>14</sup>.

Enfin, les technologies numériques offrent également des perspectives importantes au secteur productif. Comme mentionné précédemment, la nature fondamentalement transversale des technologies numériques signifie que les secteurs productifs auxquels elles pourraient être appliquées sont potentiellement infinis. De la facilitation de l'accès aux marchés externes grâce à la création d'identités numériques pour les petits producteurs locaux, à l'utilisation des technologies numériques pour accroître l'efficacité des pratiques agricoles, potentiellement tous les secteurs mentionnés dans ce document pourraient bénéficier de l'intégration des innovations numériques.

Il est important de se rappeler, cependant, qu'en essayant de développer les compétences et les capacités numériques, les dirigeants du Congo doivent veiller à suivre une stratégie ciblée et progressive. La plupart des innovations numériques sont des produits de la fusion technologique, c'est-à-dire de l'intégration des technologies numériques avec les activités traditionnelles. Ainsi, l'existence ou le développement de capacités de production,

---

<sup>14</sup> Source : <https://databank.worldbank.org/source/global-financial-inclusion>

technologiques ou organisationnelles parallèles mais plus générales est essentiel pour la stratégie globale de prospérité du pays.

Plus important encore est la possibilité pour le Congo de devenir un leader régional dans la production d'ingénieurs en logiciels. Il existe des exemples bien connus de pays à revenu faible ou intermédiaire aujourd'hui devenus de grands fournisseurs de services numériques délocalisés, l'Inde en tête. Cependant, l'Inde n'est pas la seule à s'engager dans cette voie. Dans le top 10 des pays fournissant le plus grand nombre de développeurs de logiciels, on trouve ainsi 5 « économies émergentes » (Inde, Chine, Brésil, Russie et Indonésie)<sup>15</sup>. Plus généralement, de nombreux pays en développement bénéficient fortement du développement des activités de sous-traitance pour dynamiser leur économie globale<sup>16</sup>. En Afrique, l'Afrique du Sud (environ 130 000), l'Égypte (environ 125 000), le Nigeria (environ 114 000) et le Kenya (environ 59 000) produisent un grand nombre de développeurs de logiciels<sup>17</sup>. Ces pays considérés comme formant le « triangle de l'innovation » en Afrique, c'est-à-dire qu'ils possèdent les écosystèmes numériques les plus avancés<sup>18</sup>.

Malgré l'absence actuelle du Congo sur les radars numériques, Il y existe toutefois de nombreuses opportunités pour tirer parti d'un secteur en constante croissance. On estime déjà un manque de 40 millions de développeurs de logiciels, un nombre qui pourrait atteindre 85 millions d'ici 2030<sup>19</sup>. En profitant de seulement 0,5 % de cette pénurie, le Congo générerait 400 000 emplois, un chiffre équivalent au nombre total d'emplois formels dans le pays aujourd'hui. De plus, le secteur devrait croître fortement dans les années à venir. D'ici 2029, il est estimé que le marché mondial pourrait générer environ 800 milliards de dollars de revenus. De même, une participation de 0,5 % du pays à ce segment générerait environ 4 milliards de dollars de revenus, soit plus d'un quart du PIB actuel du pays, un chiffre équivalent au poids actuel du pétrole dans l'économie.

---

<sup>15</sup> Source : <https://data-player.com/2024/02/11/highest-number-of-software-developers-by-country-in-the-world-2023-by-github-data-player/>.

<sup>16</sup> Source : <https://saigontechnology.com/blog/best-countries-to-outsource-software-development>.

<sup>17</sup> Source : <https://tunga.io/african-software-developers/#:~:text=The%20absolute%20number%20of%20developers%20per%20African%20country&text=South%20Africa%20%E2%80%93%20133%2C195,Kenya%20%E2%80%93%2058%2C866>

<sup>18</sup> Source : <https://www.gsma.com/solutions-and-impact/connectivity-for-good/mobile-for-development/blog/618-active-tech-hubs-the-backbone-of-africas-tech-ecosystem/>

<sup>19</sup> Source : <https://news.ycombinator.com/item?id=38792355>.

Plus spécifiquement, les développeurs congolais (bien que l'élévation de la maîtrise de l'anglais soit également nécessaire), pourraient offrir des options à faible coût pour les entreprises francophones ayant besoin de services de développement. L'avantage de l'économie numérique est que les barrières à l'entrée sont beaucoup moins élevées que dans d'autres secteurs. L'apprentissage autonome de langages informatiques offre, en effet, la possibilité pour des pays présentement absente du paysage numérique, de combler rapidement leur retard. En particulier, à compétences égales, la compétitivité des travailleurs numériques se définit au niveau de leur coût. En conséquence, le Congo pourrait non seulement tirer parti de la croissance de l'économie numérique, mais aussi gagner des parts de marché face aux acteurs actuellement dominants dans la fourniture de services de développement pour les entreprises francophones (par exemple, le Maroc).

# 7 DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR L'ÉTAT CONGOLAIS

---

Dans une large mesure, la capacité du Congo à saisir les opportunités discutées dans la partie précédente dépendra de la capacité de l'État congolais à agir comme un acteur de promotion et de coordination des transformations nécessaires à l'accélération du développement du pays.

Le Congo est pourtant actuellement confronté à une multitude de défis relatifs au fonctionnement des institutions nationales. Premièrement, le pays se classe bas dans de nombreux indices internationaux mesurant son niveau d'institutions, d'infrastructures et de corruption. Étant donné que de nombreux investisseurs mondiaux et entreprises multinationales utilisent ces indices pour prendre des décisions d'investissement, le faible classement du Congo tend à diminuer son attractivité en tant que destination d'investissement, entraînant des opportunités manquées pour la croissance et le développement économiques.

Deuxièmement, l'environnement des affaires au Congo peut être difficile pour les nouveaux arrivants comme pour les entreprises existantes, qui doivent naviguer à travers des obstacles bureaucratiques, des codes fiscaux multiples et la complexité des réglementations et des exigences en matière de licences locales. Cela crée des défis pour les entreprises cherchant à établir ou à étendre leurs opérations dans le pays. Après concertation avec plusieurs leaders d'entreprise, le consensus général est qu'ils trouvent difficile de prédire comment l'environnement dans lequel ils opèrent pourrait évoluer avec le temps. Par conséquent, plusieurs d'entre eux prennent la décision de suspendre leurs investissements de plusieurs millions de dollars prévus pour étendre leurs opérations dans le pays.

Troisièmement, il n'y a pas suffisamment de dialogue efficace entre les dirigeants des secteurs public et privé. Étant donné que le dialogue productif entre les secteurs public et privé est essentiel pour un environnement économique florissant, l'environnement des affaires au Congo continue de peiner à décoller.

Ce qui est encourageant, ce n'est qu'aucun des défis du Congo n'est unique au pays ni insurmontable. Ces défis présentent en réalité des opportunités uniques pour le Congo d'améliorer son environnement des affaires, de diversifier son économie et de commencer sa transformation.

Plus précisément, les dirigeants politiques du Congo peuvent entamer le processus de transformation de l'économie du pays en prenant les mesures suivantes :

Premièrement, se concentrer sur l'amélioration de la qualité des institutions du Congo. Selon Matt Andrews de la Harvard Kennedy School of Government, la plupart des projets de réforme institutionnelle échouent, soulignant la nécessité d'efforts ciblés<sup>20</sup>. Les dirigeants du Congo peuvent améliorer l'environnement des affaires en s'attaquant aux défis spécifiques rencontrés par les entreprises. Une approche pourrait consister à créer une institution similaire au Economic Development Board de Singapour, dédiée à la simplification des opérations commerciales au Congo. Cette initiative ciblée vise à rationaliser les processus et à fournir un soutien adapté aux besoins des entreprises opérant dans le pays.

Deuxièmement, le Congo devrait lancer une campagne de marketing mondiale pour se repositionner auprès des investisseurs internationaux et des entreprises multinationales. Très tôt dans son histoire, Singapour a reconnu l'importance des affaires, de l'innovation et de l'entrepreneuriat et a travaillé sans relâche pour se positionner comme une destination d'investissement de premier plan dans la région. Le pays n'a pas demandé d'aides, mais des investissements pouvant développer l'économie locale et créer de la richesse.

Troisièmement, il est impératif pour le pays de créer les conditions d'un dialogue constructif entre les parties prenantes des secteurs public et privé peut favoriser la collaboration et aligner les intérêts. Établir des plateformes pour des consultations régulières, telles que des forums d'affaires ou des conseils consultatifs, peut faciliter la communication et la coopération entre les fonctionnaires et les dirigeants d'entreprises. De plus, si ces conseils consultatifs et forums d'affaires se concentrent sur des tâches spécifiques telles que l'augmentation de la production et de la consommation sectorielles au Congo, les engagements peuvent être ciblés et percutants. Cette approche ciblée garantit que les efforts sont orientés vers l'obtention de résultats mesurables, stimulant la croissance durable et le développement à travers les principaux secteurs de l'économie.

Enfin, pour qu'une nation croisse de manière durable, elle doit investir dans l'éducation et le savoir-faire. Améliorer les programmes d'éducation et de formation professionnelle permet de doter la main-d'œuvre des compétences nécessaires pour répondre aux exigences d'une économie moderne. Mais, à l'instar de la plupart des recommandations ici, les

---

<sup>20</sup> Source : <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/mar/08/institutional-reform-international-development>

investissements doivent être axés sur le perfectionnement des personnes dans un secteur spécifique pour répondre à un besoin défini. Investir dans l'éducation sans s'assurer que les diplômés sont employés diminue la valeur de l'éducation avec le temps et conduit à des institutions éducatives non durables.

# 8 RECOMMANDATIONS POUR BÂTIR UNE PROSPÉRITÉ PARTAGÉE AU CONGO

---

Bien qu'il soit évident que le Congo possède un potentiel significatif de croissance et de création d'emplois en tirant parti de ses nombreux atouts et en saisissant les opportunités disponibles, transformer ce potentiel en réalité constitue un défi considérable.



Pour y faire face, nous proposons une initiative en quatre étapes – Visiter, Apprendre, Implémenter et Croître – visant à doter les fonctionnaires congolais des connaissances et compétences essentielles et à favoriser leurs relations avec les décideurs politiques, les entrepreneurs, et les investisseurs d'autres pays. Notre objectif est que chaque ministère responsable de la croissance sectorielle adopte ces stratégies, afin d'accélérer leurs développements.

**Visiter :** Les dirigeants responsables de chacun des secteurs mentionnés devraient planifier une visite dans un pays ayant réussi à développer le secteur concerné. Au cours de cette visite, les dirigeants devraient rencontrer autant de parties prenantes ayant participé à la croissance du secteur, en plus de rencontrer ceux chargés de maintenir la croissance du secteur. Cela inclura des rencontres avec des décideurs politiques, des entrepreneurs, des investisseurs, des entreprises et des chambres de commerce.

**Apprendre :** La seconde étape consiste à apprendre comment les expériences de développement des secteurs visés pourraient être reproduite au Congo Certains aspects spécifiques incluent comprendre les marchés congolais et d'exportation, développer des politiques pouvant dynamiser le secteur, comprendre les investissements sectoriels existants et les lacunes (y compris les lacunes en infrastructure), apprendre ce que les



investisseurs considèrent comme des projets bancables, et obtenir une idée des délais pour construire le secteur. La composante Apprendre aboutirait à une feuille de route claire des intrants (personnes, ressources financières, machines, idées, et politiques) avec des résultats attendus (revenus, emplois, taxes, taille du secteur, etc.).

**Implémenter** : Une fois la feuille de route élaborée, les dirigeants devraient être en mesure de mettre en place un projet pilotes modeste avec des partenaires potentiels. Il existe en effet un monde entre le développement d'un plan et son exécution. Le projet pilote aidera les dirigeants à comprendre quels sont les écarts qui subsistent après la mise en œuvre et comment les résoudre. L'objectif de la phase d'implémentation est de veiller à ce que les dirigeants corrigent toutes (ou du moins la plupart) des erreurs possibles et corrigent leur approche du projet en question.

**Croître** : Sachant que tous les projets pilotes ne fonctionneront pas, la phase de croissance se concentre sur l'expansion des projets pilotes qui réussissent. L'élargissement est crucial pour maximiser l'impact et assurer la durabilité à long terme. Le processus impliquera l'adaptation de l'initiative à différents contextes et environnements tout en maintenant les principes, objectifs et efficacité de base. Le succès de la phase de croissance dépendra de l'attraction d'investissements supplémentaires, de l'amélioration de l'engagement des parties prenantes et de la construction d'un cadre robuste qui soutient l'amélioration continue. De plus, un élargissement efficace entraînera un changement systémique, favorisant l'innovation et créant de nouvelles opportunités de développement.

Considérons l'approche Visiter, Apprendre, Implémenter et Croître appliquée au secteur de l'aquaculture.

### **Visiter, Apprendre, Implémenter et Croître pour le Secteur de l'Aquaculture**

Pour développer le secteur de l'aquaculture au Congo, les dirigeants pourraient choisir d'organiser des visites au Japon, en Corée du Sud, en Thaïlande ou au Chili (un pays qui a lui-même acquis son savoir-faire en matière de culture du saumon auprès des Japonais). En visitant les acteurs clés du secteur dans un ou plusieurs de ces pays, ils pourront commencer à nouer des relations avec des parties prenantes susceptibles de les aider à mettre en place des opérations similaires au Congo. Ensuite, après avoir observé ce qui se fait dans d'autres pays, les dirigeants congolais pourront documenter ce qu'il est nécessaire de mettre en place au Congo pour commencer à développer ce secteur. Par exemple, ils pourraient identifier les espèces de poissons d'eau douce (la majorité de ce qui est disponible au Congo) qu'ils peuvent élever plus facilement et créer un marché pour ces espèces, soit localement, soit à l'international. Avant de faire des investissements majeurs, cette phase nécessitera de

comprendre la demande du marché, les goûts, les points de prix, les acteurs majeurs, les normes et autres éléments nécessaires à l'établissement de ce marché.

Une fois que certaines espèces de poissons seront identifiées, les dirigeants devraient concevoir un projet pilote limité dans le temps qui aide le pays à répondre à la demande locale et aux marchés internationaux. Pour le pilote, ces trois objectifs devraient être atteints afin de développer les capacités nécessaires pour servir le marché international :

1. Former les Congolais à l'élevage des espèces maritimes, même si elles ne font pas partie du régime alimentaire national.
2. Identifier les espèces de poissons d'eau douce qui pourraient remplacer les poissons d'eau douce consommés dans les pays plus riches (par exemple, truite, perche, carpe).
3. Créer des relations susceptibles d'ouvrir de nouveaux marchés d'exportation pour ses espèces uniques de poissons d'eau douce. Cela nécessitera de collaborer avec des chefs internationaux de renom pour créer des plats utilisant ces espèces et de mener des campagnes médiatiques pour promouvoir ces plats (et à travers eux ces espèces de poissons).

En pilotant des fermes d'aquaculture à petite échelle axées sur des espèces bien adaptées à l'environnement local à forte demande (nationale ou internationale), les parties prenantes peuvent limiter leur risque. De plus, le projet pilote permettra également de former les Congolais pour développer un marché d'exportation pour des espèces de poissons spécifiques identifiées.

La phase pilote initiale pourrait se concentrer, par exemple, sur le tilapia et le poisson-chat, qui sont tous deux espèces à croissance rapide et populaires sur les marchés locaux et internationaux. Nous estimons que le coût de mise en place d'une ferme pilote pour ces espèces, y compris les étangs, la nourriture, les alevins et l'équipement nécessaire est d'environ 50 000 dollars par site. Nous recommandons de commencer avec cinq sites pilotes dans différentes régions pour tenir compte de la variabilité des conditions locales, portant l'investissement total de la phase pilote à environ 250 000 dollars. Les coûts de gestion du projet et de marketing pour développer des relations avec des chefs de renommée internationale pourraient ajouter encore 250 000 dollars.

Chaque ferme pilote sera conçue pour produire environ 10 tonnes de poisson par an, créant une démonstration de faisabilité qui pourra attirer davantage d'investissements. Pendant cette phase, des données détaillées sur les taux de croissance, les ratios de conversion alimentaire, la gestion de la qualité de l'eau et la dynamique du marché seront collectées. Ces données seront cruciales pour affiner le modèle économique et les processus opérationnels.

De plus, l'engagement des communautés locales et leur formation aux pratiques aquacoles garantira que les connaissances et compétences nécessaires à l'expansion sont intégrées dans la main-d'œuvre locale.

S'appuyant sur le succès du projet pilote, la phase de croissance vise à développer l'industrie aquacole à travers la République du Congo, avec pour objectif une capacité de production annuelle de 100 000 tonnes de poisson d'ici une décennie. Cet objectif ambitieux s'aligne sur les tendances mondiales de l'aquaculture, qui est l'un des secteurs alimentaires à la croissance la plus rapide, soutenu par la demande croissante de poisson comme source de protéines.

L'étape de croissance impliquera des investissements significatifs dans les infrastructures, telles que les stations de pisciculture, les usines d'aliments pour poissons et les installations de transformation. L'investissement total nécessaire pour cette phase est estimé à environ 100 millions de dollars, répartis comme suit :

- Développement des infrastructures : 50 millions de dollars pour la construction de fermes piscicoles à grande échelle, de stations de pisciculture et d'installations de transformation.
- Formation et renforcement des capacités : 10 millions de dollars pour des programmes de formation extensifs et des services d'extension afin de garantir le respect des meilleures pratiques.
- Développement du marché : 20 millions de dollars pour le développement des marchés domestiques et d'exportation, y compris les certifications, les mesures de contrôle de qualité et la création de relations avec des chefs renommés dans des restaurants internationaux.
- Recherche et développement : 10 millions de dollars pour des activités de R&D continues visant à améliorer la productivité, la durabilité et la résilience face aux changements climatiques.

Compte tenu du climat favorable et des ressources en eau abondantes du Congo, le pays a le potentiel de devenir un leader en aquaculture en Afrique. En augmentant la production, le secteur pourrait créer des dizaines de milliers d'emplois, améliorer la sécurité alimentaire et générer des bénéfices économiques significatifs. Par exemple, le marché mondial de l'aquaculture devrait atteindre plus de 245 milliards de dollars d'ici 2027, et capter même une petite fraction de ce marché pourrait transformer l'économie congolaise.

L'initiative Visiter, Apprendre, Implémenter et Croître pour développer l'industrie aquacole au Congo n'est pas seulement faisable, mais très prometteuse. Avec un investissement

stratégique et une planification réfléchie, le Congo peut construire un secteur aquacole prospère qui contribuera à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et à la création d'emplois.

## 9 CONCLUSION

---

La République du Congo possède un potentiel immense pour la transformation économique à travers des investissements ciblés dans l'aquaculture, la transformation, le tourisme, l'énergie et la logistique. En adoptant l'initiative Visiter, Implémenter et Croître, la nation peut exploiter ses ressources naturelles et sa situation géographique stratégique pour favoriser la création d'emplois, la diversification économique et la sécurité alimentaire. En s'inspirant de modèles réussis comme ceux de la Finlande, de Singapour et de la Corée du Sud, le Congo peut renforcer son secteur manufacturier, augmenter son PIB et servir les marchés régionaux.

Investir dans les infrastructures hydroélectriques et d'irrigation peut résoudre les pénuries d'énergie et soutenir la productivité agricole. De plus, améliorer les infrastructures logistiques et réduire les coûts peuvent faire du Congo un centre logistique, entraînant une création significative d'emplois et une croissance économique. En exploitant ses ressources et sa position stratégique, le Congo peut atteindre un développement durable et une prospérité à long terme pour ses citoyens.

# 10 CAPI - LE THINK TANK EN BREF

---

## 10.1 Objectifs du CAPI

Ce travail a été réalisé par le Think Tank CAPI (Central Africa Prosperity Initiative | Initiative pour la Prospérité en Afrique Centrale), un Think Tank au Service de la Renaissance Économique.

La République du Congo, riche de ses ressources naturelles et de sa position stratégique en Afrique centrale, possède un potentiel immense pour devenir un modèle de prospérité économique. C'est dans cette optique que le Think Tank Initiative pour la Prospérité en Afrique Centrale (CAPI) a été fondé.

Nos objectifs sont multiples :

- (1)** Fournir le cadre de réflexion permettant une meilleure définition et coordination des politiques économiques dans la sous-région,
- (2)** Établir un dialogue constructif, supporté par des études rigoureuses, entre les différents acteurs de la croissance économique afin de générer un environnement incitatif à l'investissement et l'innovation,
- (3)** Encourager une coordination plus étroite entre les secteurs public et privé dans la définition et l'implémentation des politiques industrielles,
- (4)** Promouvoir la région comme une destination privilégiée pour les talents, les partenaires industriels et financiers,
- (5)** Et enfin ancrer fermement notre sous-région sur les rails de la prospérité.

CAPI reflète la passion, l'optimisme et l'ambition de ses fondateurs - Hervé Assah, Omar Denis Bongo Ondimba et Frédéric Nzé.

L'équipe a été rejointe peu après le lancement de l'Initiative par des économistes de renommée internationale dont Ha-Joon Chang, (Pr. Cambridge, SOAS) Spécialiste des questions de politiques industrielles, ayant travaillé avec l'Union Africaine, les gouvernements du Brésil, de l'Éthiopie, et de la République Sud-Africaine et Efosa Ojomo (Harvard), spécialiste des questions d'innovation - Directeur du Groupe de Recherche sur la Prospérité Mondiale à l'Institut Clayton Christensen.

Nos travaux ayant abouti à la rédaction de ce document reposent sur une analyse approfondie de la situation actuelle du Congo et s'inspirent des réussites internationales, comme celles de la Corée du Sud, de la Finlande et de Singapour, qui ont su se diversifier et se développer malgré des défis initiaux considérables. De même, nous croyons que le Congo peut suivre cette trajectoire à travers des réformes structurelles et un soutien accru aux secteurs émergents.

## 10.2 Présentation des membres de l'équipe stratégique du CAPI



*M. Omar Denis Junior  
BONGO ONDIMBA*

**M. Omar Denis Junior BONGO ONDIMBA** est un entrepreneur et investisseur influent, connu pour son engagement dans le développement du secteur privé en Afrique.

Après avoir obtenu un Bachelor of Arts à l'Université Harvard, un Master of Science en études africaines à l'Université d'Oxford en 2019 et un Double diplôme LSE-PKU en administration publique et gouvernement de l'Université de Pékin en 2021, il s'investit dans le développement économique en Afrique, avec un accent particulier sur la promotion d'entreprises innovantes et le renforcement des capacités locales pour faire face aux défis socio-économiques de la région.

Il dirige Yao Corp, une société d'investissement axée sur la transformation économique de la région, qui soutient les entreprises innovantes et forge des partenariats stratégiques pour favoriser le développement durable.

Il est le PDG du groupe YAO CORP, un conglomérat d'entreprises diversifiées, actif dans les domaines de la télécommunications, l'immobilier, les finances, le conseil stratégique, la banque, la digitalisation, et la santé à travers le continent. Sous sa direction, YAO CORP s'impose comme un acteur majeur de la transformation économique en Afrique Centrale. L'entreprise se concentre sur des investissements stratégiques visant à renforcer le capital humain, à promouvoir la croissance durable et à répondre aux besoins spécifiques de la région, notamment dans les secteurs des infrastructures, de la finance et de la technologie.

La mission de M. BONGO ONDIMBA est de catalyser la prospérité de l'Afrique Centrale en s'appuyant sur des partenariats solides et en investissant dans des projets à fort impact. Convaincu que l'essor économique de la région repose sur une collaboration efficace entre les secteurs public et privé, il met un point d'honneur à soutenir les talents locaux pour stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat.

Avec une expertise reconnue dans l'investissement stratégique, Omar Denis Junior BONGO ONDIMBA œuvre à positionner l'Afrique centrale comme un acteur clé de l'économie



mondiale, tout en favorisant une croissance inclusive et résiliente, au bénéfice de l'ensemble des populations de la région.

**M. Hervé Assah**, est un banquier d'affaires chevronné congolais. Il a occupé plusieurs fonctions à l'international dans le domaine des investissements, des financements internationaux, de la gestion des risques, le conseil en privatisation et enfin le développement économique.

Il est aujourd'hui Administrateur du Groupe Ecobank et PDG de la Société de capital-investissement et de conseil stratégique, Æquaria Capital, qu'il a lancée après 25 ans passés à la Banque mondiale en y occupant plusieurs hautes fonctions.



*M. Hervé Assah*

Expert du financement des projets d'infrastructure, des mines, du gaz et du pétrole, ainsi que des Partenariats Publics-Privés en général. Il a œuvré tour à tour, dans le Département Global des Investissements dans les secteurs pétroliers et miniers de la Société Financière Internationale (SFI) et ensuite au Département Finance, Secteur Privé et Infrastructure de la Banque mondiale et enfin dans la Pratique Mondiale Finance Compétitivité et Innovation à Washington. Il en a dirigé toutes les opérations au Togo de 2010 à 2015, en tant que Représentant Résident. Il a aussi occupé les mêmes fonctions au Nigeria pour la Banque Africaine de Développement de 2007 à 2010. Pendant cet intervalle, M. Assah a également été Administrateur de plusieurs institutions financières internationales dont la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et la Société Africaine de Réassurance.

Membre du Conseil Stratégique de Haut Niveau. Avant de rejoindre le Groupe de la Banque mondiale, il a été Vice-Président du Département Marchés Emergents de BNP-Paribas à la City de Londres, après un passage remarqué chez Bankers Trust Company à Wall Street, New York et à Londres, ainsi qu'à la banque d'affaires du Groupe Thalès à Paris. M. Assah est titulaire du M.B.A de la prestigieuse Wharton Business School de l'Université de Pennsylvanie (USA). Il est également l'auteur de la trilogie intitulée 'Lumineuse Afrique', qui a été publiée chez l'Harmattan en 2022.

 [linkedin.com/in/herve-assah](https://www.linkedin.com/in/herve-assah)



*M. Frédéric Nze*

**M. Frédéric Nze** est un entrepreneur visionnaire et le fondateur de deux entreprises innovantes dans les secteurs de la digitalisation et de la fintech en Afrique.

Il est actuellement PDG d'Akieni, une société congolaise fondée en 2023, qui se spécialise dans la digitalisation pour les services publics, les institutions financières et le secteur de la santé dans la sous-région CEEAC (Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale). En peu de temps, Akieni a réussi à réaliser des projets majeurs qui contribuent à sa mission d'ancrer les économies de la région dans la révolution digitale.

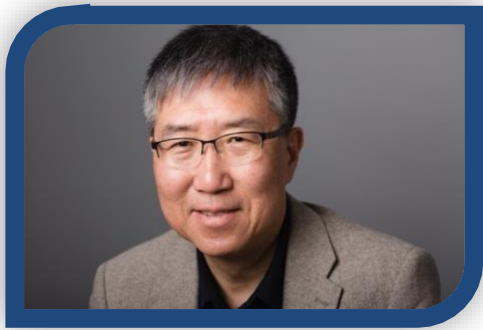
Parallèlement, M. Nze est également le fondateur et PDG de Kamo Ltd, une entreprise fintech présente à Maurice, au Kenya et au Nigeria. Kamo se concentre sur le traitement des données alternatives afin de faciliter l'accès au crédit, ce qui révolutionne le secteur financier en créant des opportunités pour ceux qui n'ont pas accès aux services bancaires traditionnels.

Tout au long de sa carrière, M. Frédéric Nze a évolué principalement dans les domaines des systèmes de décision et de la gestion des risques financiers. Ses compétences et son expérience lui ont permis de diriger des initiatives stratégiques, qui combinent innovation technologique et gestion rigoureuse des risques pour favoriser l'inclusion financière et la transformation numérique en Afrique.

En tant que leader engagé, Frédéric Nze travaille activement pour que l'Afrique Centrale se positionne parmi les pionniers de la digitalisation en Afrique, contribuant ainsi au développement durable de la région et à son intégration dans l'économie mondiale numérique.



<https://www.linkedin.com/in/frederic-nze-ba0862>



*M. Ha-Joon Chang*

**M. Ha-Joon Chang** est un économiste de renommée mondiale, spécialiste des questions de développement économique, en particulier du rôle des politiques commerciales et industrielles, et des institutions dans le développement. Il a enseigné pendant 32 ans à l'université de Cambridge avant de rejoindre l'université SOAS de Londres en 2022.

Il est considéré comme l'un des principaux critiques des théories (et des mythes) du libre marché et, plus généralement, de l'orthodoxie économique. Il est notamment connu pour ses travaux sur l'histoire du développement économique des pays riches, à partir de laquelle il démontre comment ces derniers, et les institutions internationales qu'ils contrôlent, tentent de "repousser l'échelle" avec laquelle ils se sont hissés au sommet, empêchant ainsi les pays en développement d'adopter les politiques et les institutions qu'ils ont eux-mêmes mises en œuvre.

Il est l'auteur de plusieurs best-sellers, dont "Kicking Away the Ladder", "Bad Samaritans", "Deux ou trois choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme" et "Economics : The User's Guide". Ses écrits ont été traduits et publiés dans 45 langues et 46 pays. Ses livres se sont vendus à quelque 2,5 millions d'exemplaires dans le monde. Dans son dernier livre, "L'Éco sur un plateau", publié en 2022, il explore, à travers des anecdotes culinaires, certaines questions économiques fondamentales telles que la mondialisation, le changement climatique ou l'industrialisation.

Il a également conseillé de nombreuses organisations internationales, des gouvernements nationaux, des organisations de la société civile et des entreprises (tant du secteur privé que du secteur public). Il est actuellement membre du CDP (Comité des politiques de développement), le plus haut organe consultatif des Nations unies sur les questions de développement.

M. Chang est lauréat du prix Gunnar Myrdal 2003 et du prix Wassily Leontief 2005.



<https://hajoongchang.net/>

**M. Efosa Ojomo** est le directeur du groupe de recherche sur la prospérité mondiale au Clayton Christensen Institute for Disruptive Innovation, un groupe de réflexion axé sur l'innovation basé à Boston. Il fait également partie du corps enseignant de la Kellogg School of Management de l'Université Northwestern, où il enseigne le cours sur l'entrepreneuriat et la création de marché dans les marchés émergents.

En 2020, il a été sélectionné comme l'un des 30 penseurs figurant sur la liste Thinkers50 Radar, la ressource la plus fiable au monde pour identifier, classer et partager les principales idées en matière de gestion de notre époque. Efosa mène des recherches et écrit sur la manière dont l'innovation peut transformer les organisations et les pays, et comment l'innovation peut créer une prospérité inclusive pour de nombreux individus.



*M. Efosa Ojomo*

En janvier 2019, aux côtés du regretté professeur de la Harvard Business School, Clayton Christensen, il a publié le livre intitulé *Le paradoxe de la prospérité : Comment l'innovation peut sortir les nations de la pauvreté*. Christensen était le penseur de premier plan sur l'innovation perturbatrice et était un mentor pour Efosa Ojomo.

Au cours des dernières années, le travail d'Efosa a été publié et couvert par le Wall Street Journal, Harvard Business Review, MIT Sloan Management Review, The Guardian, Quartz, Forbes, Fortune, la Banque mondiale, NPR, et plusieurs autres médias.

Il intervient fréquemment et donne des conseils sur la manière dont les organisations et les pays peuvent développer une culture favorisant les innovations créatrices de marché, et il a présenté son travail lors de conférences TED, du Aspen Ideas Festival, de la Banque mondiale, à Harvard, Yale, Oxford, et lors de plusieurs autres conférences et institutions.

Efosa est diplômé de l'Université Vanderbilt en génie informatique et a obtenu son MBA à la Harvard Business School.



<http://efosaojomo.com/>

# 11 ANNEXES

---

## 11.1 Tableaux

**Tableau 1 :** Profils démographiques sélectionnée en République du Congo

**Tableau 2 :** Réserves de pétrole et de gaz par habitant au Congo comparées à celles d'autres nations

**Tableau 3 :** Terres fertiles par habitant au Congo

**Tableau 4 :** Indice de performance logistique

**Tableau 5 :** Indice mondial de la criminalité organisée

## 11.2 Références

### Section 1.0

BTI Transformation Index. “Congo, Rep. Country Report 2024.” Disponible à :

<https://bti-project.org/en/reports/country-report/COG#:~:text=Extreme%20poverty%20has%20increased%20to%2052%25> (Consulté le 15 avril 2024)

IMF DataMapper. “Republic of Congo.”

<https://www.imf.org/external/datamapper/profile/COG> . (Consulté le 11 avril 2024).

Wage Indicator. “Minimum Wage - Republic of the Congo.”

<https://wageindicator.org/salary/minimum-wage/republic-of-the-congo#:~:text=Public%20Sector,-FCFA120%2C000,-MORE%20INFORMATION%20IS> (Consulté le 13 avril 2024).

Groupe de la Banque Mondiale. “Congo Republic Country Data.”

<https://data.worldbank.org/country/congo-rep> (Consulté le 28 février 2024).

### Section 2.0

Amin, S., & Coquery-Vidrovitch, C. (1969). "Histoire économique du Congo, 1880-1968 : Du Congo français à l'Union douanière et économique d'Afrique centrale." (Pas de titre). <https://cir.nii.ac.jp/crid/1130282268735527040> (Consulté le 28 février 2024).

Coquery-Vidrovitch, C. (2001). \*Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930. Tome 1.\* In Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires 1898-1930. Tome 1. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales. <https://books.openedition.org/editionsehess/359> (Consulté le 04 mars 2024).

Jeaugeon, R. (1961). "Les sociétés d'exploitation au Congo et l'opinion française de 1890 à 1906." \*Outre-Mers. Revue d'histoire,\* 48(172), 353-437. <https://doi.org/10.3406/outre.1961.1339> (Consulté le 14 mars 2024).

Malonga, F., & Saul, S. (2010). "ELF-ERAP et le Congo : Les vicissitudes d'un mariage de raison (1968-1978)." \*Histoire, économie & société,\* 29e année(2), 109-125. <https://doi.org/10.3917/hes.102.0109> (Consulté le 18 mars 2024).

Soret, M. (1978). \*Histoire du Congo : Capitale Brazzaville\* (Vol. 12). Berger-Levrault. [https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\\_textes/2021-09/34353.pdf](https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/2021-09/34353.pdf) (Consulté le 19 mars 2024).

Tsassa, C. (1987). "Le pétrole au Congo : Quel impact réel sur le potentiel productif national ?" \*Revue Tiers Monde,\* 28(110), 303-313. <https://doi.org/10.3406/tiers.1987.4554> (Consulté le 22 mars 2024)

Wagret, J.-M. (1963). \*Histoire et sociologie politique de la République du Congo (Brazzaville)\*. FeniXX.

### Section 3.0

Bloomberg UK, 2021. "Multinationals Pick Singapore Over Hong Kong for Asian Headquarters." <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-02-21/multinationals-choose-singapore-over-hong-kong-for-asian-hqs> (Consulté le 30 mars 2024).

### Section 4.0

International Trade Administration. "Republic of Congo - Travel and Tourism." <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/republic-congo-travel-and-tourism> (Consulté le 07 avril 2024).

Statista. "Leading global exporters of agricultural products in 2020, by country."  
<https://www.statista.com/statistics/1332329/leading-countries-worldwide-by-value-of-agricultural-products-exported/> (Consulté le 04 avril 2024).

U.S. Energy Information Administration, 2021. "Country Data."  
<https://www.eia.gov/international/data/world> (Consulté le 01 avril 2024).

World Bank Group. "Arable land (hectares) - Congo, Rep." Disponible à :  
<https://data.worldbank.org/indicator/AG.LND.ARBL.HA?locations=CG>. (Consulté le 20 février 2024).

World Bank Logistics Performance Index, 2023. "Congo Republic."  
<https://lpi.worldbank.org/international/scorecard/column/C/COG/2023/R+SSF+2023>  
(Consulté le 20 avril 2024).

World Population Review, 2024. "Crime Rate by Country 2024."  
<https://worldpopulationreview.com/country-rankings/crime-rate-by-country> (Consulté le 18 avril 2024).

## Section 5.0

Afrik 21. "Congo : création des premières aires marines protégées à Loango et à Mvassa."  
13 Septembre 2022. <https://www.afrik21.africa/congo-creation-des-premieres-aires-marines-protegees-a-loango-et-a-mvassa/#:~:text=La%20baie%20de%20Loango%2C%20situ%C3%A9e,ce%20pays%20%20d' Afrique%20centrale> (Consulté le 26 avril 2024).

BBC, 2023. "World's tallest wooden wind turbine starts turning."  
<https://www.bbc.com/news/science-environment-67718719> (Consulté le 01 avril 2024).

Expéditions Ducret. "Découvrir le Congo - Quels animaux observer lors d'un safari au Congo Brazzaville?" <https://www.expeditions-ducret.com/quels-animaux-observer-lors-dun-safari-au-congo-brazzaville/> (Consulté le 24 avril 2024).

FAO Forestry Paper. "Edible insects: future prospects for food and feed security."  
<https://www.fao.org/3/i3253e/i3253e.pdf> (Consulté le 08 avril 2024).

Food and Agriculture Organization of the United Nations. "National Aquaculture Sector Overview - the Republic of Congo."  
[https://firms.fao.org/fi/website/FIRetrieveAction.do?dom=countrysector&xml=naso\\_congoRep.xml&lang=en#:~:text=After%20the%20official,very%20low%2C%20however](https://firms.fao.org/fi/website/FIRetrieveAction.do?dom=countrysector&xml=naso_congoRep.xml&lang=en#:~:text=After%20the%20official,very%20low%2C%20however)  
(Consulté le 01 avril 2024).



International Trade Administration. “Republic of Congo - Market Overview.” <https://www.trade.gov/country-commercial-guides/republic-congo-market-overview#:~:text=2019%20exports%20at-,%248.38%20billion,-and%20imports%20of> (Consulté le 29 mars 2024).

Interview. Idem. Culture and Tourism. Données primaires. Avril 2024.

Ivanić, K.-Z., Tadić, Z., & Omazić, M. A. (2015). “Biomimicry–an overview.” *\*The Holistic Approach to Environment,\** 5(1), 19-36.

Lebdioui, A. (2022). “Nature-inspired innovation policy : Biomimicry as a pathway to leverage biodiversity for economic development.” *\*Ecological Economics,\** 202, 107585. <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2022.107585> (Consulté le 07 avril 2024).

Luwjistik, 2023. “Essential Guide to the Logistics Industry in Singapore.” <https://luwjistik.com/essential-guide-to-the-logistics-industry-in-singapore/#:~:text=The%20logistics%20industry%20contributes%20about,through%20the%20global%20supply%20chain> (Consulté le 22 avril 2024).

Magnifique Migisha LinkedIn. “How #VisitRwanda campaign successfully promotes Rwanda’s unique attractions.” <https://www.linkedin.com/pulse/how-visitrwanda-campaign-successfully-promotes-rwandas-migisha/> (Consulté le 17 avril 2024).

Ministry of Manpower, Manpower Research and Statistics Department, Singapore. “Employment Trends and Structure.” [https://stats.mom.gov.sg/iMAS\\_PdfLibrary/mrsd-Employment-Trend-Structure.pdf](https://stats.mom.gov.sg/iMAS_PdfLibrary/mrsd-Employment-Trend-Structure.pdf) (Consulté le 10 avril 2024).

Mordor Intelligence. “Edible Insects Market Size and Share Analysis - Growth Trends and Forecasts (2024 - 2029).” Disponible à : <https://www.mordorintelligence.com/industry-reports/edible-insects-market> (Consulté le 04 avril 2024).

Nezha Alaoui & M’Hammdi Larabi Jaïdi, 2023. “The Cultural and Creative Industries in Africa and Latin America - A Driver for Transatlantic Cooperation.” The Atlantic Council and the Policy Center for the New South. Disponible à : [https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2023-09/Report%20-%20The%20Cultural%20and%20Creative%20Industries%20in%20Africa%20and%20Latin%20America\\_0.pdf](https://www.policycenter.ma/sites/default/files/2023-09/Report%20-%20The%20Cultural%20and%20Creative%20Industries%20in%20Africa%20and%20Latin%20America_0.pdf) (Consulté le 22 avril 2024).

Pakarinen, T. (1999). "Success Factors of Wood as a Furniture Material." \*Forest Products Journal,\* 49(9).

<https://search.ebscohost.com/login.aspx?direct=true&profile=ehost&scope=site&authtype=crawler&jrnl=00157473&asa=Y&AN=2344814&h=c2qHvmoGlGHKq%2FsyWbUv3UeimYcS%2FZ2hN0wBjYOVRm2c9YjhFn2hOBHZOomzxiCa6XR9AtH%2FOOTlC69Q2z4Tcg%3D%3D&crl=c> (Consulté le 11 avril 2024).

Republic of Mauritius, Ministry of Tourism, Strategic Plan 2018-2021. "Adapting to the changing global environment."

[https://tourism.govmu.org/Documents/publication/STRATEGIC\\_Plan\\_2018-2021.pdf](https://tourism.govmu.org/Documents/publication/STRATEGIC_Plan_2018-2021.pdf) (Consulté le 28 mars 2024).

Rwanda Convention Bureau website. "Rwanda Convention Bureau 2024."

<https://www.micemag.com/rwanda-convention-bureau-2024/> (Consulté le 23 avril 2024).

Statista. "Fish & Seafood - Worldwide." <https://www.statista.com/outlook/cmo/food/fish-seafood/worldwide> (Consulté le 08 avril 2024).

Statista. "Value of food imports from Angola as of 2021, by food item."

<https://www.statista.com/statistics/1291110/value-of-food-imports-from-angola-by-item/> (Consulté le 15 avril 2024).

The New Times. "Rwanda Tourism Revenue More Than Doubled to U.S.\$445 Million in 2022." <https://allafrica.com/stories/202305080112.htm> (Consulté le 16 avril 2024).

UNCTAD. "Annual Report 2022." <https://unctad.org/publication/unctad-annual-report-2022> (Consulté le 30 avril 2024).

U.S. Department of Energy. "United States Energy and Employment Report 2023."

<https://www.energy.gov/sites/default/files/2023-06/2023%20USEER%20EXEC%20SUMM-v2.pdf> (Consulté le 30 mars 2024).

World Bank, 2022. "Enhancing Youth Skills Development and Employment Opportunities in the Republic of Congo." <https://www.worldbank.org/en/results/2022/07/11/afw-enhancing-youth-skills-development-and-employment-opportunities-in-the-republic-of-congo> (Consulté le 20 avril 2024).

World Bank. "Chapter 14: The success of tourism in Rwanda: Gorillas and More." pp. 4 et 235, Hanna Nielsen et Anna Spenceley.  
[https://documents1.worldbank.org/curated/en/304221468001788072/930107812\\_201408252032416/additional/634310PUB0Yes0061512B09780821387450.pdf](https://documents1.worldbank.org/curated/en/304221468001788072/930107812_201408252032416/additional/634310PUB0Yes0061512B09780821387450.pdf) (Consulté le 10 avril 2024).

World Bank Group. "Manufacturing, value added (current US\$) for Congo Republic and Singapore." <https://data.worldbank.org/indicator/NV.IND.MANF.CD?locations=CG-SG> (Consulté le 11 avril 2024).

World Bank Group. "Republic of Congo Country Economic Memorandum." Mars 2023.  
<https://documents1.worldbank.org/curated/en/099194003082313541/pdf/P177056082c4ca01c08bdf0912daa5d3470.pdf> (Consulté le 09 avril 2024).



© Central Africa Prosperity Initiative  
Téléphone : (00 242) 06 518 01 18